

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 4 MARS 1978 - N° 646

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Comment
ils utilisent
les rayons
ionisants

UN SCANDALE

Sans que cela soit justifié autrement que par la volonté de réaliser des profits maximum, un nombre très important de travailleurs sont soumis à des rayonnements. Ceux-ci, de plusieurs sortes, sont très nocifs pour la santé. C'est ce qu'a révélé le CLISACT jeudi dans une conférence de presse.

Employés dans l'industrie et en médecine, leur usage est la plupart du temps abusif. Les appareils radiologiques sont souvent déréglés. De plus, les doses maximum admissibles sont quelquefois dépassées plus de dix fois. Les lésions entraînées par les rayonnements entraînent des dommages jusque y compris chez les descendants des victimes. Avec un cynisme incroyable, la bourgeoisie truque les chiffres et prétend en même temps qu'il faut que les travailleurs acceptent de sacrifier leur santé, leur vie et leur descendance.

(Lire en page 4)

Satellite et satellisation

Le premier cosmonaute européen est un Tchèqueoslovaque. Et cela grâce à la sollicitude des Soviétiques qui l'ont logé dans une de leurs fusées. Auparavant, depuis dix ans, pour permettre cette prestigieuse promotion, les Soviétiques n'ont pas lésiné en chars et troupes d'occupation pour satelliser l'ensemble du peuple tchèqueoslovaque.

Sans se fier aux promesses électorales

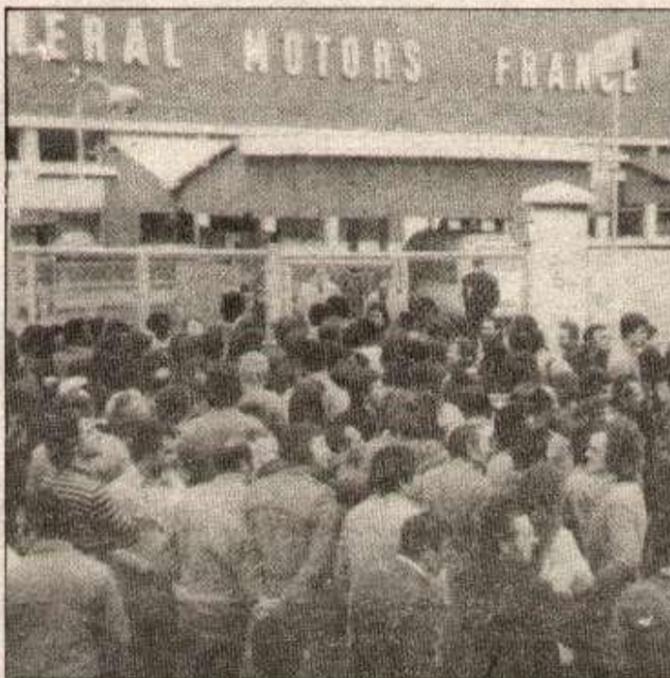
LES TRAVAILLEURS A L'OFFENSIVE

● A Rhône-Poulenc, Colmar ● A Général Motors, Strasbourg ● Sur les chantiers de CIT Alcatel ● Sur le chantier de Braud St Louis...

A sept jours maintenant du premier tour des législatives, alors qu'à la radio et télévision, partis bourgeois de droite et de gauche, rivalisent en promesses démagogiques de toutes sortes des milliers de travailleurs, ne comptant que sur eux-mêmes pour faire aboutir leurs revendications ont engagé la lutte. Des luttes résolument offensives de par leurs exigences et les formes qu'elles prennent.

Alors qu'il y a quarante huit heures encore, PC et PS? à la télévision brandissaient la promesse du SMIC à 2 400 F dans les quelques semaines à venir, les travailleurs des chantiers de Braud St Louis, refusant de se fier à ces promesses, ont décidé de continuer leur lutte justement pour les salaires tandis que leurs camarades de la CIT Alcatel, viennent de prendre la décision, pour les mêmes raisons de durcir leur mouvement, suite à l'intransigeance de la direction : 80 % d'entre eux sont désormais en grève illimitée !

Ils viennent d'ailleurs d'être rejoints dans la grève par ceux de Rhône-Poulenc à Colmar qui revendiquent 200 F pour tous immédiatement et le retour aux 40 heures et viennent d'occuper leurs locaux de travail, à l'image des ouvriers de la Général Motors à Strasbourg.



Il y a un an ceux de G.M. à Genevilliers.

Ces formes de luttes dures, autre aspect du caractère offensif des mouvements en cours, 2 000 ouvriers des verreries Bousois à Maubeuge sont en passe de les adopter, 24 heures seulement après avoir arrêté totalement le travail, contre le blocage de leur salaire !

Le patronat frappe partout, systématiquement, alors que la menace d'expulsion plane toujours sur ceux de Général Motors, alors que les 600 travailleurs de Braud Saint Louis vien-

nent d'être déferés devant les tribunaux pour « atteinte à la liberté du travail », ce sont maintenant plus de 100 ouvriers de la CIT Alcatel, qui vont être jugés pour « séquestration » après une plainte de la direction !

Malgré la répression alors que partis de droite ou de gauche inondent les écrans et la presse d'un flot de promesses, les travailleurs montrent la nécessité et la voie de la lutte.

(Lire en page 2)

**Halte à
l'agression
soviéto-
cubaine
dans la Corne
de l'Afrique**

MANIFESTATION

Samedi 4 mars
17 h 30. Métro Oberkampf

A l'appel du PCR ml, de L'Humanité Rouge, de l'OCF, des étudiants iraniens de la CISNU et d'autres organisations.

PS-CGT : quelles divergences

La direction CGT insiste lourdement depuis plusieurs mois sur les contradictions qui existent entre ses exigences et les propositions du PS en matière de satisfaction des revendications. Nous avons comparé les propositions des uns et des autres.

(Lire en page 3)

Rivalité accrue USA-URSS en Afrique

Jeudi soir, Carter a haussé le ton. Devant le National Press Club de Washington, il a exigé de Brejnev qu'il quitte lui et ses mercenaires la Corne de l'Afrique. Carter a menacé l'Union soviétique d'entraver les négociations SALT si elle ne s'exécutait pas. Cela constitue une escalade dans la rivalité des superpuissances dans la région puisque jusqu'à aujourd'hui, les collaborateurs de Carter se contentaient d'exiger «un gel» de l'intervention social-impérialiste.

Révolution et production à Tatchai

Lire en page 5 notre correspondance de Pékin

L'UOPDP dans la bataille politique de 78

Spécial 4 pages

LUTTES OUVRIERES

Quelques sondages de plus

Trois quotidiens du matin publient vendredi les résultats de sondage sur les intentions de vote.

Figaro/Sofres donnent : Gauche + 51% (+ 1); droite = 45%. Le PCF pour sa part reste à 21%.

Publimétrie/L'Aurore : Gauche : 50%; Droite : 47%. Chacun gagne un point au détriment des écologistes et divers.

Par ailleurs, ce dernier institut de sondage s'est risqué à une projection en sièges qui donnerait une avance de 3 députés pour la gauche.

Selon **Le Quotidien du médecin** et la **Sofres**, 53% seulement des médecins généralistes ont l'intention de voter pour la majorité (contre 68% en 74), 32% pour la gauche et 15% pour les écologistes.

Le Matin enfin avait commandé le sien à Louis

Harris. Celui-ci concerne spécifiquement les intentions de vote au second tour et les souhaits des électeurs quant à la position que prendra le PCF. Faute de place nous ne rendons compte ici que des intentions de vote des électeurs du PCF au cas où le PS arrive en tête et où, hypothèse très improbable, le PCF se maintiendrait.

Sur 100 électeurs PCF : 63 voteraient pour le PCF ; 25 pour le PS, 2 pour la majorité (?) et 10 n'ont pas encore d'opinions.

Enfin l'hebdomadaire **F Magazine** n'est pas en reste. Selon la **Sofres** en effet, seulement 4% des femmes sont satisfaites de leurs conditions et 45% pensent que gauche ou droite, cela n'améliorera en rien leurs conditions de vie.

Communiqué (UOPDP)

Français, Immigrés, une seule classe ouvrière». C'est le thème du débat qui se tiendra :

Le samedi 4 mars à 20 h 30 au 40 boulevard Diderot Paris XII^e

à l'appel du comité d'initiative local de l'UOPDP XI^e-XII^e arrondissement.

Le débat s'ouvrira après une brève intervention de Gilbert Rey, candidat sur le XII^e arrondissement, résumant les positions du comité sur la question.

Tous les travailleurs français, immigrés, tous les anti-racistes, tous ceux qui contribuent sur le quartier à l'unité de la classe ouvrière sont invités à participer à ce débat.

Différents stands se tiendront dans la salle.

Le samedi 4 mars à 20 h 30 au 40 boulevard Diderot - Paris XII^e

Vous invitent aux réunions-débats :

Le mardi 7 mars 1978 à 20 h 30 - Ecole 165 rue de Bercy - Paris 12^e

«Sur l'aménagement du secteur Gare de Lyon - Bercy

Le jeudi 9 mars 1978 à 19 heures - Ecole 12 rue Tison - Paris XI^e

«La condition des femmes et leurs luttes»

Assemblée générale des Comités UOPDP XI^e - XII^e

Le samedi 9 15 heures, salle de l'AGECA 177 rue de Charonne - Paris XI^e - M^o Alexandre Dumas

Communiqué

A l'occasion de la journée internationale des femmes :

- Contre toutes les répressions
- Contre les violences quotidiennes faites aux femmes.

LE MOUVEMENT DES FEMMES MANIFESTERA SAMEDI 4 MARS A 15 H PLACE DE LA RÉPUBLIQUE A PARIS

«Un Mirage 3 s'est écrasé jeudi après-midi sur une maison inhabitée dans les Vosges. Le pilote est mort.

«De Guiringaud est au Nigéria. La presse l'a accueilli très froidement à l'aéroport. Le journal à grand tirage **Daily News** écrit : «Votre visite n'intéresse person-

nel». L'éditorial ajoute : «La France a œuvré contre les espoirs de l'Afrique et les aspirations du Nigéria...» «Dans sa course commerciale impitoyable, la France a aidé la politique d'Apartheid en Afrique du Sud et a contribué à perfectionner sa machinerie d'oppression» poursuit le quotidien.

Caisse d'allocations familiales rue Viala (Paris 15^e)

«NOUS NE CEDERONS PAS !»

● Les employés - ATHQ (agents techniques hautement qualifiés) de la Caisse d'allocations familiales de la rue Viala (15^e), occupent jour et nuit leur centre depuis 5 semaines. Ils se réunissent en assemblée générale tous les jours pour permettre l'information et la participation de tous. Ils étaient plus de 500, jeudi matin, à décider à l'unanimité la poursuite de la grève ainsi qu'une manifestation pour vendredi matin au siège de la Caisse nationale, gérée par un conseil d'administration où se retrouvent côte à côte le CNPF et le ministère de la Santé.

A l'origine de cette grève, un ras-le-bol total des conditions de travail qui se dégradent sans cesse et des revendications concernant la reconnaissance des qualifications et l'augmentation des effectifs.

Pour les 1 700 employés au service des fiches, (des femmes en majorité), payés de 1 900 F à l'embauche à 2 800 F en fin de carrière, la création d'une nouvelle allocation, le complément familial, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Leur travail : la mise à jour et la programmation pour l'ordinateur, mis en place en 73, des fiches «vivantes» des allocataires, c'est-à-dire des fiches qui doivent être modifiées à l'occasion d'un changement de situation familiale, d'un litige avec l'allocataire ou d'une nouvelle prestation, sans compter la correction des erreurs commises par l'ordinateur. «Le travail n'est plus du tout intéressant» disent les employés, «bien qu'il nécessite six mois de formation poussée, par

exemple en législation. A l'issue de cette formation, vous êtes refoulé si vous n'avez pas la production!». Les employés doivent en effet traiter au moins 30 fiches par jour et de plus, répondre aux demandes de renseignements téléphoniques. Ils sont notés en fin d'année au moyen d'une fiche, et si leur note dépasse la moyenne, ils ont droit à une augmentation de 4%, ceci dans la limite de 40% du personnel. La direction cherche par ce moyen à diviser le personnel.

En plus, le travail au rendement (un «minimum» est obligatoire) contraint les employés à passer moins de temps sur les dossiers ce qui rend leur travail moins intéressant et plus répétitif. Dans ces conditions, il est impossi-

NOTE DE TRAVAIL	Qualité technique du travail	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
1	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
2	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
3	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
4	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
5	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
6	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
7	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
8	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
9	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...
10	Travail de qualité	Quantité de travail	Respect de la discipline	...

Cette fiche appartient à une employée syndiquée, qui n'a jamais atteint la note suffisante et qui gagne 2 600 F au bout de 12 ans !

ble pour les employés de faire connaître aux allocataires leurs droits nouveaux : tant pis pour eux ; l'économie de leurs prestations n'est pas pour déplaire au gouvernement... La santé des employés se ressent de ces conditions de travail : nombreux sont les agents victimes de dépressions nerveuses ou qui ne restent pas.

Face à l'augmentation et à la complexité des prestations à traiter, les ATHQ réclament une augmenta-

tion des effectifs, une reconnaissance de leur qualification professionnelle et une revalorisation de leurs salaires (niveau 6, coefficient 150 pour tous, soit une augmentation de 300 francs).

De plus, ils dénoncent la mise en place du complément familial qui ne concerne en fait qu'une minorité d'allocataires, quand il ne défavorise pas carrément certains.

Catherine MEGEVAND

IGLA (Nanterre)

Singulières élections professionnelles...

Conditions de travail épouvantables, horaires démesurément longs (50-55 h), des salaires particulièrement bas (10 f de l'heure) : telles sont quelques unes des raisons qui poussaient les travailleurs d'Igla à Nanterre à partir en grève il y a quelques mois, puis à nouveau ces derniers jours. Si les luttes ont été dirigées notamment pas les travailleurs syndiqués CFDT, il reste que jamais la direction de cette petite entreprise de récupération de vieux papiers n'a jamais beaucoup aimé les syndicats et d'ailleurs à tel point que par sept fois, le syndicat CFDT a saisi les tribunaux à propos d'une remise en cause incessante de l'exercice du droit syndical. Jusqu'à la journée de lundi dernier, où la direction d'Igla s'est vue contrainte de procéder à des élections professionnelles. Des élections toutefois singulièrement truquées : le jour du vote, les bulletins de la liste CFDT avaient mystérieusement disparu, ne restaient que ceux du syndicat FO, dont un dirigeant était d'ailleurs présent durant les opérations ! Deux militants

CFDT de l'Union Départementale de Nanterre se rendaient d'ailleurs à l'entreprise ce jour-là et en étaient interdits d'entrée, pendant que les portes de l'entreprise étaient fermées de 2 heures à 4 heures de l'après-midi ! La direction qui trouve sans doute FO plus représentative que la CFDT a tout de même été obligée de constater que seuls 14 bulletins avaient été déposés dans l'urne pour FO : la majorité des travailleurs refusant de voter. Un ouvrier a même eu la surprise de trouver son nom sur la liste FO sans qu'il ait été averti.

La direction d'Igla, non seulement, tente de s'opposer à toute implantation syndicale, mais aussi aux inspecteurs du travail un peu trop curieux à son goût : vendredi dernier, l'inspecteur du travail de Nanterre se rendait à l'usine avec l'intention de consulter la liste des effectifs employés ainsi que le livre de comptes. Le patron a donné des chiffres contradictoires puis renvoyé l'inspecteur au dehors !

Richard FEUILLET

CIT Alcatel

LA DIRECTION PORTE PLAINTE POUR SÉQUESTRATION !

80 % DES TRAVAILLEURS EN GREVE ILLIMITÉE

La direction générale de la CIT Alcatel (pose et entretien de centraux téléphoniques) vient de porter plainte contre 120 travailleurs environ, qu'elle accuse de l'avoir séquestrée !

Elle fait référence bien entendu à l'âpre discussion ayant eu lieu entre certains directeurs parisiens et des travailleurs montés de toute la France, mardi dernier dans les locaux de la Cit-Alcatel, à la Boursidière, près du Plessis Robinson. Ce qu'elle appelle séquestration c'est cette entrevue qui s'est déroulée durant toute la nuit de mardi à mercredi et qui s'est terminée vers 9 heures du matin ; après quoi

les travailleurs des différents chantiers de France sont allés manifester auprès du siège parisien !

Les travailleurs viennent d'apporter à cette attaque patronale la riposte adéquate : 80 % d'entre eux sont désormais en grève illimitée sur les différents chantiers de France.

Après avoir bloqué le standard des locaux de la CIT-Alcatel près du Plessis Robinson, ils envisagent d'étendre leur mouvement en direction des usines de la CIT Alcatel. Il est probable que des débrayages aient lieu aux Câbles de Lyon (usine contrôlée majoritairement par le trust dans les jours prochains en soutien !

DINAN : ENCORE UN LICENCIÉ BEULLAC !

L'entreprise de bâtiment Péniguel emploie environ 400 personnes, notamment à Dinan (Côtes du Nord).

En juin 77, elle a procédé au licenciement de 28 personnes dont sept délégués CGT. L'inspection du travail ayant refusé le licenciement de cinq des délégués, le patron ne s'estimant pas satisfait, a introduit un recours auprès du ministre du Travail Beullac.

Celui-ci a accepté le licenciement d'un délégué du personnel, militant CGT. Le motif : ce travailleur n'est pas suffisamment productif, il a un mauvais rendement. Il faut dire que le patron avait calculé l'edit rendement en comptant les heures de délégation syndicale avec les heures de travail ?

CGT - PS : MAIS OU SONT DONC LES DIVERGENCES ?

● Depuis la rupture du Programme commun de la gauche, la direction CGT rebat les oreilles des travailleurs avec l'importance des divergences qui l'opposent au parti socialiste. Deux documents récents permettent cependant de se faire une idée de la nature réelle de ces divergences. Ils portent notamment sur les revendications que devrait, selon les uns et les autres, satisfaire immédiatement un gouvernement d'Union de la gauche. Voici donc le contenu de ces deux textes.

La conclusion saute aux yeux : la seule divergence sérieuse porte sur la question des indemnités de chômage : minimum porté au SMIC dans un cas (CGT), à la moitié (ou au deux tiers) dans l'autre (PS). A part cela, un écart de 15 % sur la reversion des pensions vieillesse ne représente pas une telle somme qu'une discussion ne puisse pas déboucher rapidement. De même, 140 F par mois de différence sur les pensions vieillesse ne sont pas un monde. Et il serait probablement possible de régler la question du rythme de la revalorisation des allocations familiales, le chiffre global étant le même. Sur tout le reste : SMIC, 40 heures, 5^e semaine, retraite, échelle mobile, etc... pas une virgule ne diffère. La discussion sur la création d'emplois se fait, elle, dans le vide, les politiques économiques préconisées par les uns et les autres ne présentant aucune garantie réelle dans ce domaine, et le PS se ralliant à peu près au rythme de 500 000 emplois par an (compté-tenu que l'année 78 serait entamée au moment de l'avènement d'un gouvernement de gauche).

Alors, pourquoi tant de bruit ? Nombre de travailleurs, qui vont voter pour la gauche les 12 et 19 mars, le feront sans trop de confiance dans l'avenir

que leur réservent ces partis, mais en comptant que, dans un premier temps, ils seront, plus que ceux actuellement au pouvoir, contraints de lâcher sur un certain nombre d'exigences immédiates. Or, c'est assez net, le parti socialiste et la direction de la CGT s'entendent grosso modo sur l'étendue et les limites de ce qu'ils sont prêts à lâcher dans ce domaine, pour obtenir le « consensus » social.

Ainsi se dessinent les contours que prendra dans un premier temps la politique d'un gouvernement de gauche en matière sociale : mise sur pied, dans les mois qui suivront, d'une « pause », au cours de laquelle les avantages acquis se trouveraient peu à peu compromis. Le PS y est décidé, comme l'a montré son récent « chiffrage » du programme. De son côté, on peut compter que le PCF, soucieux de se faire accepter, au moins le temps de s'implanter solidement dans divers secteurs du pouvoir d'État, souscrirait temporairement à cette politique.

Bref, ce qui est en cause, ce ne sont pas les revendications, comme l'insistance que la CGT met à les rappeler pourrait le faire croire. Ce sont simplement les projets politiques à plus long terme. Mais c'est une autre histoire, et sur ce chapitre, rien n'invite non plus à soutenir Marchais plutôt que Mitterrand.

Jean LERMET



«APPEL AUX TRAVAILLEURS» (PS)	DÉCLARATION DE LA COMMISSION
SMIC : 2 400 francs	2 400 francs
SALAIRES : Echelle mobile, fondée sur un indice établi avec l'accord des organisations syndicales	Elaboration, en accord avec les organisations syndicales, d'un nouvel indice des prix, mise en place d'un véritable système d'échelle mobile (Le Peuple, juin 77)
RETRAITES : 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes et les travaux pénibles ou insalubres. Revalorisation des retraites progressivement portées à 75% du salaire annuel moyen des 10 meilleures années.	60 ans, 55 ans pour les femmes et les travaux pénibles et dangereux. 75% au moins du salaire des dix meilleures années dans le secteur privé ; 75% de tous les éléments constituant le salaire dans le secteur public et nationalisé.
Augmentation de la pension de reversion au minimum de 60%	Montant des pensions de reversion porté à 75% de la pension principale.
Minimum vieillesse : 1 300 F tout de suite	60% du SMIC (1 440 F)
SÉCURITÉ SOCIALE, PRESTATIONS FAMILIALES : Abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale	La revendication première de la CGT est l'abrogation des ordonnances de 1967 (Le Peuple, juin 77)
Allocations familiales : + 25% immédiatement, + 25% début 1979.	Augmentation de 50% des allocations familiales.
Minimum handicapés adultes : 1 300 F tout de suite	80% du SMIC (Le Peuple, juin 77)
EMPLOI : Création pour 1978 de 390 000 emplois nouveaux (...). En 1979, 500 000 emplois nouveaux.	500 000 emplois dès 1978
CHÔMAGE : Indemnité minimale 2/3 du SMIC pour un seul salaire dans la famille, 1/2 du SMIC pour deux salaires. Pas de licenciements économiq. sans mesure de reclassement préalable, assurant une équivalence de classification.	Minimum de ressource égal au SMIC (Le Peuple, juin 77) Pas de licenciement sans reclassement
SEMAINE : 40 heures avec maintien du salaire.	40 heures
CONGÉS PAYÉS : 5 ^e semaine pour tous	5 ^e semaine

Ces propositions ne sont pas à prendre pour argent comptant ! Lire en page 6 et 7 notre série « en lisant leurs programmes : des chiffres et des mots ».

Fidélité conditionnelle

Lassé des accusations d'avoir viré à droite, Henu adresse une lettre ouverte au PCF. Il y affirme que le PS «reste clair dans ses alliances et dans ses choix» et, ajoute-t-il, «d'ici au 14 mars, il ne changera pas». Tiens, et après ?

PSU : qui a déjà dit ça ?

Le PSU, dans une déclaration à la presse, souhaite que le PS réponde favorablement à l'appel de Marchais et reprenne les discussions avec le PCF sur la base des propositions de la CFDT dès avant le premier tour. C'est exactement ce que réclame le PCF depuis un bout de temps.

Ellenstein intégriste ?

L'abbé Pierre, un dangereux rouge (il fut député MRP) s'en prend avec vigueur à Mgr Lefèvre, qualifié de «manifestation la plus récente de l'Action Française parce qu'il est né et a vécu dans un milieu maurassien».

En dira-t-il autant d'Ellenstein, candidat du PCF dans la circonscription de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et partisan de la messe en latin : «Mon épouse enseigne cette langue et elle a constaté que la messe en français se traduisait par une raréfaction de ses étudiants». Pour lui, «l'Eglise n'est plus de droite. Est-elle de gauche ? Je ne le crois pas : c'est l'Eglise de Jésus-Christ». L'opium du peuple fume dans un ciel éthéré au-dessus des partis. La paix soit avec eux.

Les voyages forment-ils la jeunesse ?

Pendant la construction du rapport de force au centre de tri de Créteil, nous avons très peu vu les militants de Lutte Ouvrière. Il est vrai qu'à force de voir défiler des lettres de toutes les régions de France, ils ont pris goût aux voyages.

L'un d'entre eux est parti courir la campagne législative à Fougères, pendant que l'autre, sac au dos, carte Michelin et brosse à dents en bandoulière, est parti tenter de se faire élire à Longwy. Il est à supposer que le candidat de L.O. sur Créteil serait originaire des Pyrénées Atlantiques ou du Bas-Rhin, mais cela est encore à confirmer.

Législatives : émission télévisée de Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

AU PIED DU MUR ET AU BOUT DU ROULEAU

Le hasard a voulu que les deux formations trotskystes LO et LCR passent l'une après l'autre à l'émission télévisée.

Rapprochement saisissant et instructif : au pied du mur, leur démarche fondamentale est apparue la même : tous deux se sont empressés d'affirmer, d'entrée de jeu, qu'il fallait absolument que la gauche aille au gouvernement. Au «bien sûr nous voterons pour la gauche» d'Arlette Laguiller, la Ligue répondait en écho : «Toutes les voix des travailleurs et des travailleurs doivent se rassembler sur le candidat ouvrier» (c'est-à-dire PCF et PS) le mieux placé.

Tous deux ont tenté de faire ensuite machine arrière pour expliquer que quand même on ne pouvait faire totalement

confiance au PCF et au PS.

Mais alors, à supposer que ces partis disposent du pouvoir, comment se prémunir contre eux ?

C'est là que les deux formations se disputent la palme du dérisoire : la solution de la Ligue, c'est de voter au premier tour pour la Ligue, et ainsi ces votes formeraient «une vaste pétition que vous allez adresser à F. Mitterrand et G. Marchais. Vous leur direz : «Il faut battre la droite !». Pour LO, la solution serait : «Envoyez-moi à la chambre», au moins un député LO pour surveiller le PCF et le PS.

Quelle dérision ! Dix ans après mai 68, ces gauchistes fatigués sont tout nus et n'ont plus que cela à proposer : une pétition ou

bien un très hypothétique député ! Et cela au moment où de grands affrontements s'annoncent, au moment où une large frange des travailleurs ont déjà approfondi leur réflexion politique, ont développé leur opposition au projet et à la pratique du PCF et du PS, ont manifesté leurs aspirations à un changement radical de société, qui n'ont rien à voir avec les propositions de replâtrage du capitalisme d'un Programme commun en lambeaux.

N.B : Note amusante qui égayait le prêche un peu halluciné de Laguiller et la récitation pas très apprise de la LCR : l'OCT et les CCA sont bel et bien passés à la trappe. Pour les trotskystes de la LCR, l'unité c'est le cartel, et le cartel c'est la Ligue.

Pour la libération de Cacciari

Serge Cacciari est accusé d'être l'un des participants de la fusillade d'Aléria. Il est arrêté et inculpé par le Juge d'Instruction de la Cour de Sûreté de l'Etat, d'homicide, de complicité et d'attentat.

Serge Cacciari, encore détenu à la prison de Melun, est le dernier prisonnier politique corse.

Face à cette situation, des jeunes Corses ont décidé la création d'un «Comité pour la libération de Serge Cacciari».

Ce Comité considère qu'après les déclarations du Procureur Général de la Cour de Sûreté de l'Etat, et la mise en liberté des protagonistes des drames corses, la détention de Serge Cacciari est arbitraire et contraire aux principes élémentaires de la Justice.

Le Comité exige la libération immédiate de Serge Cacciari.

85/87 avenue d'Ivry Le tribunal jugé incompétent

Mardi, la plupart des occupants du 85/87 avenue d'Ivry passaient en jugement face au Logement Français (société anonyme d'HLM) qui demandait leur expulsion.

En accord avec les occupants, M^r Thierry a réussi à obtenir l'incompétence du tribunal d'instance. Ce tribunal, en effet, ne peut se prononcer qu'en matière de différents locatifs. C'est le tribunal de grande instance qui tranchera prochainement. Les occupants bénéficient donc d'un délai supplémentaire pour renforcer le soutien au 85-87 et en particulier pour mobiliser les associations et les gens du quartier autour du «contre projet». Un délai donc mais aussi un signe de faiblesse de l'adversaire qui n'a pas pu obtenir le décret d'utilité publique ouvrant la porte à la démolition de l'immeuble.

Une conférence de presse, appelée par les occupants et les architectes, a rassemblé de nombreux journalistes intéressés par la présentation de la maquette du contre-projet.

Face aux compagnies d'assurance... une association de défense des accidentés

L'Association de Défense des Accidentés se propose d'intervenir auprès des accidentés par le conseil, l'aide et l'assistance dans leurs relations difficiles avec les organismes chargés de la réparation des préjudices qu'ils ont subis.

L'Association de Défense des Accidentés se donne pour objet d'informer les accidentés sur l'étendue de leurs droits, de les assister et de les conseiller dans leurs démarches auprès des compagnies d'assurances, d'experts médicaux, pouvoirs publics et éventuellement tribunaux.

A.D.A. 43 rue de l'Arbre Sec
75 001 Paris

A nos lecteurs

La publication hebdomadaire des pages de l'UOPDP, la poursuite de notre série «En lisant leurs programmes : des chiffres et des mots» et les nécessaires pages d'actualité, nous contraignent à supprimer pour cette édition le programme de télévision et de remettre à demain la suite du feuilleton «Et l'acier fut trempé».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

L'utilisation anarchique des rayons

UN CYNISME SCANDALEUX

● Le CLISACT (Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail) tenait une conférence de presse, le 2 mars, pour dénoncer l'usage excessif et anarchique des rayons ionisants, et les dangers qu'ils présentent pour les travailleurs. Les occasions de rencontrer ces rayons ne manquent pas pour les travailleurs. Leur utilisation

Les rayons ionisants sont de deux types : les particules (rayons alpha, bêta, neutrons) et les ondes (rayons gamma et X). L'effet des rayons ionisants est toujours néfaste sur l'organisme : ils tuent les cellules ou perturbent leur fonctionnement et celles qui sont le plus sensibles à leur action sont celles qui se reproduisent le plus vite : les cellules de l'embryon, des glandes sexuelles, du sang, de la moëlle osseuse. L'utilisation des rayons ionisants se fait souvent au mépris du travailleur qui les manipule ou du malade qui y est soumis.

Certains services hospitaliers publics ou privés font fonctionner à plein leur service de radiologie pour réaliser des bénéfices

non négligeables ou pour équilibrer les budgets. Alors que des examens cliniques bien menés permettraient d'éviter des bilans radiologiques inutiles et dangereux, pratiqués avec des appareils mal contrôlés ou déréglés. Dans les milieux hospitaliers aucune information n'est donnée sur les dangers, ni sur les mesures de précautions à prendre. La dose maximum admissible (DMA) pour la population est de 5 rems (unité d'équivalence de dose) accumulés entre 0 et 30 ans, alors que pour les travailleurs sous rayonnements cette dose peut être dix fois supérieure ! La Commission internationale de protection contre le rayonnement qui fixe les DMA pour la France a prévu tout simplement le sacrifi-

est de plus en plus répandue : en médecine lors des examens systématiques, pour établir des diagnostics, en thérapie ; dans le travail où ils sont de plus en plus utilisés comme moyen de contrôle : remplissage des bouteilles de gaz, contrôle des charpentes, des bétons, vérification des soudures...

ce des travailleurs sous-rayonnement et de leurs descendants : «Si la limite pour la dose génétique à partir de toutes les sources artificielles était fixée à 6 rems (de 0 à 30 ans), la dose génétique due à l'irradiation médicale étant évaluée à 4,5 rems environ de (0 à 30 ans), l'apport de toutes les sources autres que médicales seraient limité dans ces pays à 1,5 rem. Il s'ensuivrait des restrictions inacceptables pour ces pays. Donc, pour une question de nécessité pratique, la commission recommande que l'exposition à des fins médicales soit considérée à part...»

Et la commission de continuer ses explications : «Cette charge supplémentaire (dommage génétique des descendants des tra-

vailleurs) paraît acceptable et justifiable si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteront de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique»

Une fois de plus pour sauvegarder ses profits la bourgeoisie n'hésite pas à truquer des chiffres, et sous couvert de protéger la santé par des commissions aux noms ronflants, elle n'hésite pas à sacrifier des travailleurs et leur famille pour le développement capitaliste !

Pierre CHÂTEL

CLISACT
56 RUE DES GUIPONS
94 800 VILLEJUIF

Dans les Bouches-du-Rhône

RÉPRESSION ADMINISTRATIVE ET POLICIERE CONTRE LES IMMIGRÉS

Sur les 400 000 étrangers qui travaillent dans la région Provence-Côte d'Azur, 90 % sont manœuvres, ouvriers spécialisés ou qualifiés, 80 % des travailleurs manuels du département des Bouches-du-Rhône sont étrangers. Au cours d'une conférence de presse tenue le 28 février, l'UD CFDT des Bouches-du-Rhône a fait témoigner de nombreux immigrés sur les faits de racisme, les violences et les expulsions dont sont victimes les travailleurs immigrés.

Les pressions et les intimidations administratives se multiplient pour encourager les immigrés à l'exode. Exemple cet immigré qui part dans son pays pour la période des congés payés et se voit refouler à la frontière peu après son retour. Ceci est arrivé à de nombreux immigrés qui se sont vu apposé un curieux coup de tampon sur leur carte de séjour... Echec à peu près complet pour l'opération «million» de Stoléro : peu d'immigrés ont accepté ce marché de dupes ; pour tenter d'obtenir par la force ce qui n'a pu être obtenu par la duperie, une ancienne pratique se développe : les chômeurs immigrés sont radiés systématiquement et

avant terme des listes des ANPE !

PHOTOGRAPHIES PENDANT LEUR SOMMEIL !

Autre méthode : la pression policière qui se fait de plus en plus sentir. Des quartiers sont bouclés tous les jours, par des policiers munis de talkies walkies, chiens policiers en laisse. Un immigré témoigne : «On ne peut plus sortir après neuf heures du soir. Il m'est arrivé d'être contrôlé cinq fois dans la même journée». La police pénètre la semaine dernière dans un foyer Sonacotra. Elle fait descendre tous les résidents dans une salle. Pendant ce temps, les chambres sont fouillées de fond en comble !

Le 18 janvier, à la cité de transit de Bassens, les flics débarquent : ils vérifient toutes les pièces d'identité, fouillent les logements, les caves et même les voitures ! «Ils veulent nous jeter dehors», explique un immigré, qui traduit ce que tous ses camarades ressentent. A Salon-de-Provence, les provocations racistes se multiplient. Un immigré raconte qu'on lui a proposé en échange de la «tranquillité» de devenir un indicateur de

police. Il a refusé et depuis est soumis à des contrôles de plus en plus tâtonnants. La police débarque une nuit dans un hôtel situé rue des Petites Mairies et photographie tous les immigrés couchés !

Le parti socialiste était absent de cette conférence de presse, débat auquel il avait été invité. Quant au PCF il refuse de préciser ses posi-

tions sur le statut qu'il accorderait aux immigrés et invite les gens à venir discuter sur rendez-vous au siège du PCF...

A l'issue du débat, la CFDT a reprecisé ses revendications pour la carte unique et l'extension des libertés pour les immigrés.

Pierre PUJOL

VAULX EN VELIN Le Mauritanien agressé est poursuivi pour «outrage et rébellion» !

Le 16 février 1978, Ahmed, élève mauritanien de l'ENTPE a subi des sévices au commissariat du quai de Jayr alors qu'il allait faire renouveler sa carte de séjour en temps utile. Il a porté plainte le 24 février 1978 auprès du Procureur de la République.

Or, d'après *Le Progrès* (28/02/78), il fait aujourd'hui l'objet d'une procédure judiciaire pour outrage et rébellion qui aurait été transmise au Procureur de la République. Par ailleurs, le chef du cabinet du Préfet de police considère que la plainte déposée par Ahmed «est le type d'actions menées systématiquement par certains étrangers influencés par des organisations politiques».

Le Comité de soutien proteste «contre cette démarche qui a pour but de faire diversion et de protéger les policiers impliqués dans cette affaire.»

Comité de soutien à Ahmed.
ENTPE
8 rue Maurice Audin
69 120 Vaulx-en-Velin
Tel : 80.82.69

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

UOPDP 3, rue Jean Robert 75018 Paris Tél : 607 23 75

APPEL AUX MILITANTS DU PSU

Militants du PSU durant quelques années, au sein des courants de la gauche révolutionnaire et de la gauche ouvrière et paysanne, ayant quitté ce parti en 1972 à l'issue d'une bataille politique contre le courant Rocard-Mousel, qui voulait le rapprochement avec la social-démocratie, nous avons décidé de répondre à l'Appel de l'Union ouvrière et paysanne et de nous organiser en son sein.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne s'est fixée pour tâche de rassembler en une force unique, indépendante des partis bourgeois de droite, comme de gauche, qui entretiennent l'illusion du changement par le bulletin de vote, toutes celles et tous ceux qui veulent :

- Lutter pour imposer leurs revendications face au nouveau gouvernement quel qu'il soit ;

- S'opposer aux différents dangers qui menacent les travailleurs aux lendemains des élections :

- un nouveau plan Barre ou un plan Rocard qui ne différerait du premier que par quelques nationalisations.

- ou la prise en main par le PCF des leviers de commande d'un secteur nationalisé et de postes-clés dans l'appareil d'Etat visant à instaurer une nouvelle forme de domination : le capitalisme bureaucratique d'Etat.

- la mise en œuvre des menaces fascisantes de Chirac qui rassemble aujourd'hui les forces les plus réactionnaires afin de les opposer au mouvement des masses qui entreront en lutte pour la satisfaction de leurs revendications.

- préparer dès aujourd'hui le socialisme, non pas la caricature de l'URSS et des pays de l'Est où une nouvelle bourgeoisie dirige, opprime et réprime la classe ouvrière et le peuple, mais où les travailleurs soient véritablement les maîtres de la société toute entière et puissent régler eux-mêmes tous les problèmes qui les concernent.

Pour nous, ce front anti-capitaliste doit se développer sur des bases écartant toute compromission avec les partis de l'« Union de la gauche ».

Ce n'est pas la voie que proposent les dirigeants actuels du PSU dans l'appel à la constitution d'un « front autogestionnaire ». En effet, ils ont privilégié les contacts avec les dirigeants du PCF au point de signer des déclarations communes marquant des convergences sur des mots, mais qui ne peuvent en rien répondre aux aspirations profondes de militants et sympathisants du PSU. Ce qui compte aujourd'hui, pour la direction du PCF, c'est d'utiliser tout ce qu'elle peut pour parvenir au pouvoir et notamment de se servir du PSU comme masse de manœuvre contre le PS dans le cadre de leur rivalité, pour avoir plus de poids dans la gauche, pour mieux imposer son propre projet.

Le PCF est décidé à y mettre le prix, puisqu'à la suite de déclarations aussi tonitruantes que creuses sur l'autogestion, il a retiré des candidats dans deux circonscriptions au profit de dirigeants du PSU (dans les Yvelines et à Villeurbanne). Mais au service de quels intérêts sont effectuées ces opérations électorales ?

Le front autogestionnaire, qui regroupe un certain nombre de travailleurs, militants de mouvements écologistes, minorités nationales ou de femmes, n'est-il pas destiné à devenir une des composantes de l'Union de la gauche à la remorque du PCF, pour quelques strapontins à des dirigeants du PSU dans un futur gouvernement de gauche ?

Aujourd'hui, nous nous adressons aux militants et sympathisants du PSU et nous vous disons :

- Derrière les belles phrases des dirigeants du PCF, tenez-vous en aux faits, à leur pratique quotidienne de trahison des luttes, à leur projet de capitalisme d'Etat qu'ils avouent eux-mêmes comme Boccara

(Suite au verso)

Contre les projets et les manœuvres du PCF Développer la vigilance et



Paris : meeting UOPDP du 26 février

l'autonomie du mouvement de masse

Où veut en venir le PCF ? Quels sont ses buts véritables, par delà ses déclarations, par delà les élections ?

Beaucoup qui, il y a quelques années encore, pouvaient penser, en dépit de réticences et de réserves, que le PCF, en cas de succès de la gauche, pourrait permettre d'apporter certaines améliorations, s'interrogeant à présent, s'interrogeant plus profondément sur le projet même, dans son ensemble du PCF : Où veut-il en venir ?

o Car, depuis la rupture de l'Union de la Gauche, le 23 septembre, le PCF, de campagne en campagne, a suivi un cheminement tellement en zig-zag qu'il faut bien en trouver la logique.

Souvenons-nous : au lendemain de la cassure, Marchais, dans un grand numéro dramatique télévisé,

s'était déclaré rongé par l'inquiétude : le PS venait, paraît-il, de virer à droite, il avait abandonné l'essentiel du Programme Commun : les nationalisations. Or sans ce minimum de nationalisations, aucun gouvernement de gauche ne serait, selon Marchais, en mesure de satisfaire les revendications, de promouvoir les réformes indispensables, etc... Il fallait donc obliger le PS à accepter un seuil jugé minimum de nationalisations.

Janvier : à sa Conférence Nationale, le PCF constate que le PS n'a pas bougé d'un pouce sur la question. Qu'à cela ne tienne ! Marchais déclare alors que l'essentiel, pour le PCF, c'est de recueillir, au premier tour, au moins 21 % des voix et si possible 25 %. Après, l'on verrait comment gouverner ensemble. Bientôt les sondages indiquaient que

le PCF stagnait toujours autour de 21 %, parfois en dessous. Et la presse répandait la rumeur que le PCF renonçait à aller au gouvernement.

Pas du tout ! Le thème des 21 % de voix est passé à l'arrière-plan. Par tous les moyens, le PCF martèle à présent une idée : il faut des ministres communistes, c'est l'essentiel. La liste des ministères exigés par le PCF, objet de tractations discrètes, est maintenant tombée dans le domaine public.

o A travers ces péripéties, les dirigeants du PCF ont, par degrés, mis à nu leur objectif fondamental. Malgré les déclarations sur le soi-disant parti des pauvres, il ne s'agit pas de garantir la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Le programme miracle de 1972 est d'ailleurs mort, avant même de commencer

à être appliqué. Chacun l'interprète et l'actualise à sa façon. Il ne s'agit pas non plus, seulement, pour le PCF de gagner des voix : Marchais, le sait, son visage de gauche ne lui permettra pas de se hisser sensiblement au-dessus des 21 %. Le score électoral n'est pour le PCF, qu'un atout, que l'un des moyens pour obtenir l'essentiel : la participation au pouvoir central d'Etat, au plus haut niveau. C'est bien là ce qu'il veut, avant tout, arracher.

Pourquoi ? Tout indique que, pour le PCF, son installation à certains postes de commande de l'Etat bourgeois ne serait qu'un point de départ. Marchais exige de gouverner avec le PS. (Comment d'ailleurs pourrait-il accéder autrement au pouvoir), mais il se prépare

(Suite au verso)

● Paris

Comité UOPDP du XIe, XIIe Une force politique qui se développe

Qu'est-ce que ça veut dire, la vie d'un comité local de l'UOPDP aujourd'hui ? Ce qui est apparu avec netteté dans le 11^e-12^e dès les premières réunions, c'est qu'il y avait en germe une puissante force décidée à ne pas céder devant les avances et les tentatives de récupérations des partis bourgeois. Il n'y a là nulle exception par rapport à ce qui se passe ailleurs en France, le mouvement de masse est une réalité. Dans le 11^e-12^e, ce sont les associations qui travaillent sur le logement (plus de 6 000 mal-logés, et 10 000 appartements vides !), celles qui défendent les droits des travailleurs immigrés, et qui soutiennent leurs luttes, ce sont les groupes femmes, les jeunes, les syndicalistes combattifs, qui ont montré en impulsant des luttes dans un quartier où il n'y a pourtant pratiquement que des petites entreprises. Il y a un monde entre cette vie là, et la politiciaille mise en avant par les partis et journaux bourgeois qui présentent la vie politique dans nos arrondissements essentiellement comme une lutte entre le député PCF Chambaz et son rival RPR, ou entre le patron de *Journal de France*, Benouville et la gauche.

Aujourd'hui, la vie du comité repose d'abord sur les assemblées générales. Celles-ci ne sont pas uniquement consacrées à la nécessaire répartition des tâches d'agitation, même si tout le monde comprend l'importance d'une apparition large de l'UOPDP sur les murs du quartier où sur les panneaux électoraux.

Une réunion du comité, c'est d'abord un exposé de nos positions et propositions politiques, puisque des personnes nouvelles viennent à chaque fois, se joindre à notre combat. Une discussion politique qui prend forcément des voies diverses selon les questions : telle personne souhaiterait discuter du rôle des cadres dans la société capitaliste, comme cet ouvrier de Renault venu à notre avant dernière réunion. Tel autre préférera approfondir la discussion sur l'intérêt qu'il y a à ne pas voter pour la gauche au second tour.

Chaque semaine, dans l'intervalle des assemblées générales, se réunissent les commissions, sur le logement, les femmes, les entreprises, les immigrés. Chacune de ces commissions permet d'éclairer le travail du comité local, en entrant elle-même en contact avec des associations, des personnes intéressées. En ce moment, nous préparons les réunions publiques que nous tiendrons par thèmes, avec un grand nombre de ces associations et groupes. C'est aussi cela notre conception du débat politique. L'assemblée générale ne se contente pas d'entendre un rapport d'activité, elle participe, donne son point de vue, fait de nouvelles propositions.

Faut-il par exemple une commission santé ? Des participants sont prêts à en faire partie, ils citent des exemples scandaleux de médecins de classe, ils pensent connaître des gens qui seront intéressés. Une réunion aura lieu sur ce thème.

La vie du comité, c'est donc essentiellement cet immense travail de discussion et de débat avec les forces vives du peuple des quartiers. C'est aussi les collages, les tracts et les appels diffusés par milliers aux bouches de métro. C'est encore les réunions publiques, les fameux « préaux » que nous accordons à la bourgeoisie une fois tous les 5 ans. Ici, c'est un écologiste qui est venu discuter des perspectives, c'est aussi un ancien militant révolutionnaire, ailleurs c'est un travailleur du livre. Il nous dira vouloir voter pour le PCF, mais la position de ce parti sur l'Éthiopie, par exemple, fera naître des questions chez lui... Réunions inutiles ? Certes pas ! Là encore, c'est le débat, la lutte d'idées qui prime.

Ce qui frappe pour qui participe à la vie du comité, et au-delà de cette campagne électorale, ce sont les perspectives qui s'offrent à nous.

Nous représentons déjà un fort noyau de plusieurs dizaines de militants actifs. Ce qui est important, c'est que le comité se développe à l'unisson du mouvement de masse et des aspirations populaires du quartier. Ce dont on a scuté aujourd'hui dans le comité, ce n'est pas « d'ajuster » nos analyses en vertu d'une quelconque volonté de récupération, mais bien de faire connaître largement des propositions qui sont en droite ligne l'expression des aspirations des masses. Ce qu'on entend aujourd'hui dans le comité, c'est « les immigrés du foyer Sedaine seraient intéressés », « je connais un gars de la confédération générale du logement qui pourrait venir », etc.

Une force politique qui se développe, voilà bien comment on peut définir l'UOPDP, dans le 11^e-12^e arrondissement.

Contre les projets et les manoeuvres de PCF Développer la vigilance et l'autonomie du mouvement de masse

(Suite)

en même temps à gouverner contre lui, et, le moment venu, à l'évincer.

La déception et le mécontentement qu'un gouvernement de gauche ne manquera pas de susciter à terme, le PCF ne se prépare-t-il pas maintenant à tenter d'en faire retomber la responsabilité, par avance, sur le seul PS ?

Pourquoi essaie-t-il en même temps de renforcer son emprise sur la CGT ? Pourquoi Séguy ne s'embarasse-t-il presque plus des hypocrites précautions d'usage, pour appeler quasiment ouvertement les adhérents à soutenir le PCF ?

Pourquoi Marchais, multiplie-t-il les tentatives de séduction et de récupération en direction de la CFDT ? Qu'est-ce à dire sinon qu'il se prépare, dès maintenant, à canaliser à son profit le mécontentement des masses contre un gouvernement de gauche, pour exiger, le moment venu, tout le pouvoir ?

Accaparer des postes dirigeants dans l'appareil d'État bourgeois, s'assurer le contrôle de secteurs entiers de l'économie capitaliste par le biais des conseils d'administration de trusts nationalisés, verrouiller le mouvement des travailleurs en se



soumettant l'organisation syndicale : les grands traits du projet de société transparaissent avec de plus en plus de netteté, au fur et à mesure qu'à l'approche des échéances, la bataille entre les forces bourgeoises se fait plus âpre pour imposer contre les travailleurs leurs solutions à la crise.

Et la solution du PCF évoque avec de plus en plus d'insistance ces sociétés de l'Est où le Parti, réseau de politiciens, de fonctionnaires, de cadres, de privilégiés et de bureaucrates syndicaux, monopolise et concentre en un système étatisé l'essentiel des moyens d'oppression et d'exploitation, et pèse d'autant plus lourdement sur les travailleurs qu'il prétend gouverner en leur nom et pour leur bien.

Où veut en venir le PCF ? Les positions de plus en

plus accusées du PCF dévoilent d'autant plus sa logique, qu'elles sont confrontées à sa pratique quotidienne. Nombreux sont les cégétistes qui ne sont pas prêts d'accepter la soumission pure et simple au PCF de leur organisation syndicale, parce qu'il en ont déjà fait, à différents niveaux, ponctuellement, l'expérience négative. Séguy a beau nier les remous dans la CGT. Ils existent.

Combien de cégétistes ne sont-ils pas plus que méfiants vis-à-vis de la conversion brutale de Marchais à l'autogestion, de l'engouement subit du PCF pour les conseils d'atelier, maintenant les propositions économiques de la CFDT ?

Si Marchais et le PCF éprouvent le besoin de parler si haut et si fort de

démocratie et de libertés, c'est que nombre de travailleurs éprouvent de profondes réticences, précisément en ce domaine, vis-à-vis du PCF. C'est qu'ils ont déjà, aussi bien dans les luttes, la vie syndicale, les associations de masse, à travers la gestion des municipalités, fait l'expérience de la « démocratie » révisionniste. Et au sein même du PCF, nombre de travailleurs ont ressenti à quel point, la démocratie pratiquée par le PCF est tronquée, truquée, détournée, un moyen de les déposséder de leur initiative de l'étouffer et de les canaliser vers des objectifs qui leur sont étrangers.

Alors même que les partis bourgeois de droite sont largement discrédités dans les couches populaires, que le plan Rocard d'austérité dissipe les illusions sur le PS, l'évolution récente du PCF, ses péripéties, les interrogations qu'elles suscitent y compris au sein du PCF et à sa périphérie sont importantes.

Et c'est une tâche importante de l'Union que de mettre tout cela en pleine lumière, d'en discuter largement avec les travailleurs, et de contribuer ainsi à construire l'autonomie du mouvement de masse.

APPEL AUX MILITANTS DU PSU

(Suite de la page une)

en 1966 qui affirmait : « Le capitalisme demeure encore. Il peut être caractérisé, étant donné le rôle économique décisif de l'État démocratique nouveau, comme un capitalisme d'État démocratique... » (Cf. Économie et politique - mai 1966).

Il n'y a aucune possibilité de défendre les revendications populaires en participant ou en soutenant un gouvernement capitaliste, même s'il se donne des allures de gauche.

La construction du front anticapitaliste doit se faire indépendamment de ceux qui veulent continuer à nous faire payer la crise ou qui nous demanderont de « retrousser nos manches », comme Thorez en 1945-46.

Seule, la lutte permettra d'imposer nos revendications, aucun gouvernement n'a jamais satisfait les revendications sans y être contraint par la lutte (que ce soit en 1936 ou en 1968).

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les militants travailleurs ou sympathisants du PSU engagés dans la lutte de classes à rejoindre les comités de l'UOPDP qui s'organisent dans toute la France pour :

- Rassembler en une force unique les nombreuses

aspirations à la lutte des travailleurs des villes et des campagnes contre la bourgeoisie de droite ou de gauche.

- Être capable de mettre en échec les dangers de l'après-mars 1978, (et notamment le projet d'instauration de capitalisme d'État du PCF et les menaces fascisantes agitées par le RPR de Chirac ;

- Inscrire son action dans la perspective du socialisme en France.

Guy Praxelle, responsable du secteur entreprises, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

Pierre Baubry, responsable de la fédération de la région parisienne en 1972, membre de la commission nationale entreprises en 1970-72.

Bernard Frevaque, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

Pierre Boedari, membre de la Direction politique nationale en 1971-72.

Robert Andrei, secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône en 1971-1972.

Yves Castay, secrétaire général des Bouches-du-Rhône en 1971-72.

A droite Morne campagne et préparatifs contre les travailleurs

Les hommes au pouvoir actuellement déploient d'énormes moyens pour s'enliser dans une campagne bien terne. Une histoire de coiffeur par ci, quelques bavardages sur le SMIC par là ! Encore s'agit-il de propos plutôt défensifs. Pensez, ces messieurs sont bien d'accord pour relever les bas salaires, pour combattre les injustices. Qui ne l'est pas ?

Il est vrai que depuis vingt ans qu'ils sont là, depuis vingt ans qu'ils font la politique des monopoles, ils n'ont fait que rogner le pouvoir d'achat des travailleurs, multiplié les injustices, les attaques et la répression contre telle ou telle couche du peuple, dégradé les conditions de vie et de travail, attaquer la santé du peuple et, la crise aidant, organiser le chômage massif pour le plus grand profit des barons Empain, De Wendel, Dassault et compagnie.

Le bilan est lourd ! Ces messieurs ont plutôt intérêt à se faire oublier sur ce terrain... et compter sur les faiblesses de l'adversaire, ou sur quelque nouvelle combine pour rester en place. Par exemple, avec les hommes du PS : Giscard et son UDF ne pensent qu'à ça. Pendant ce temps, Chirac se perfectionne dans le rôle de l'homme « providentiel à poigne » au cas où la classe ouvrière et tous les travailleurs approfondiraient et amplifieraient leur lutte contre les lourds effets de la crise, au point de mettre les monopoles dans une situation très difficile.

Mais, si l'en font que peu de bruit, ils n'en

Emission télévisée de l' UOPDP

7 minutes : la voix des travailleurs



Yves Chevet, André Druesse, Nicole Ballant et Léon Chevalier à la sortie de la Maison de la radio.

Déclaration du Comité d'initiative national

Le Comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne réuni ce 26 février 1978, a examiné la position à adopter lors du second tour des élections législatives. Sur la base de l'appel qu'il a lancé à la mi-janvier et des discussions qui se sont déjà déroulées dans les comités locaux constitués dans de nombreuses villes à cet appel, le Comité d'initiative national annonce que, dans tous les cas, l'UOPDP refusera de se désister pour les candidats de droite ou de gauche qui solliciteront les suffrages le 19 mars.

Le Comité d'initiative national a en même temps souligné que dans les comités locaux où un travailleur tout en se défilant de la gauche, tout en étant en accord avec la plate-forme de l'UOPDP, n'adopterait pas la même attitude au second tour, resterait évidemment membre de l'Union, puisqu'il entend participer activement à sa construction.

L'UOPDP continuera à développer ses actions pour convaincre les travailleurs qui tout en s'interrogeant sur l'Union de la gauche continueraient à leur apporter leur suffrage.

Nul n'aura pu s'y tromper ! Ceux qui ont parlé mercredi soir, au nom de notre Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, n'ont rien à voir avec les parloottes de salon et les numéros traditionnels de la politiciaille bourgeoise. Les simagrées de Françoise Giroud et le jeu télévisé du PS, venant immédiatement après, sont apparus d'autant plus écoeurants. Ceux de leur classe, ouvriers, paysans, les auront reconnus à la fermeté de leur ton, la franchise de leur attitude, leur façon de parler, comme des leurs. « Ouvriers, paysans, comptons sur nous-mêmes, sur nos luttes, les élections ne nous ont jamais rien donné » : ce langage-là, avec la vérité que lui donnaient ces hommes, marqués par leur vie de travailleurs, c'était déjà un événement ! Le signe que ce qui est nouveau et grandit aujourd'hui annonce la société socialiste de demain.

Yves Chevet

Travailleurs, Travailleuses, Bonsoir,

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne n'a que sept minutes pour vous présenter ses propositions politiques. Pourtant, elle présente des candidats dans 115 circonscriptions dont plus de 62% d'ouvriers et de petits paysans et plus de 20% d'employés.

Ils sont soutenus dans l'unité par les marxistes-léninistes.

Voici :

- Nicole Ballant, employée, candidate dans les Hauts-de-Seine.
- André Druesse, ouvrier métallurgiste, candidat dans le 19^e à Paris.
- Léon Chevalier, petit paysan, membre de notre Comité d'initiative national.
- Yves Chevet, moi-même,

me, ouvrier du transport, candidat à Saint-Denis. Quelquefois, dans nos circonscriptions, on nous pose la question : « Pourquoi vous présentez-vous, alors que vous avez peu de chances d'être élus ».

« Vous êtes contre la droite, mais il y a déjà des partis de gauche ».

Bien sûr, nous ne voulons plus de cette droite qui, depuis des dizaines d'années, nous exploite, nous impose le chômage, la misère et la répression.

Mais nous ne croyons pas non plus aux promesses des partis de gauche.

Nous ne croyons plus aux promesses de Mitterrand qui souhaitait le succès du plan Barre et est prêt demain à gouverner avec Giscard pour nous imposer l'austérité.

Nous ne croyons plus aux promesses de Marchais

qui nous a trompés pendant cinq ans en nous disant que le PS avait changé et qu'il fallait le soutenir.

Vraiment peut-on lui faire confiance ?

Voilà des gens qui, pendant cinq ans, on dit : « Encore un effort et la gauche va gagner et toutes vos revendications seront satisfaites ». Mais aujourd'hui, l'Union de la gauche est cassée. Marchais et Mitterrand ne cessent de se quereller.

Sur nos revendications ? Non, ils se disputent les portefeuilles ministériels.

Et l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

Bien sûr, certains d'entre vous croient que, malgré tout certaines revendications au moins seraient satisfaites ?

Quant à l'indépendance nationale

Tous les partis traditionnels sont incapables de la garantir face aux dangers de guerre dus à la rivalité des superpuissances, États-Unis et Union soviétique.

Voyez à la corne de l'Afrique les massacres de populations africaines avec les agresseurs soviétiques et cubains.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est pour la défense de la paix.

Elle condamne les interventions de l'impérialisme français dans le monde.

Elle s'oppose à la domination coloniale sur les peuples des départements et territoires d'outre mer.

Ca me fait penser à un vieux mihour qui disait : « Les manches, on se les

travailleurs, nous ne sommes pas des mendiants. Nous voulons vivre de notre travail, nous voulons un revenu minimum garanti, nous assurant le SMIC.

La liste des méfaits du capitalisme est trop longue pour la citer en entier, mais combien de drames quotidiens, combien de vies gâchées.

La victoire en votant, nous n'y croyons pas. Ce serait trop facile. D'ailleurs jamais un seul changement de nos conditions de vie et de travail n'a été acquis par ce moyen. C'est seulement la lutte qui peut faire reculer la bourgeoisie.

Exigeons le droit au travail pour tous, le salaire minimum à 2 500 F par mois immédiatement. Les élections n'empêcheront pas

qui nous a trompés pendant cinq ans en nous disant que le PS avait changé et qu'il fallait le soutenir.

Non, nous ne pouvons faire confiance à cette gauche, ni à Mitterrand qui veut loyalement gérer la crise, ni à Marchais qui veut se servir de nos luttes et de nos voix pour imposer son capitalisme bureaucratique d'État.

Les nationalisations n'aboutiraient qu'à une concentration plus poussée du capitalisme.

Et la fusion entre le parti de Marchais et l'État amènerait à un encadrement plus serré des travailleurs plus comme en URSS et dans les pays de l'Est.

Rejoignez les comités locaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et votez pour ses candidats.

Comme de nombreux travailleurs aujourd'hui :

Ce que nous voulons :

« Encore un effort et la gauche va gagner et toutes vos revendications seront satisfaites ». Mais aujourd'hui, l'Union de la gauche est cassée. Marchais et Mitterrand ne cessent de se quereller.

Sur nos revendications ? Non, ils se disputent les portefeuilles ministériels.

Et l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

Bien sûr, certains d'entre vous croient que, malgré tout certaines revendications au moins seraient satisfaites ?

Le PS et le PCF ont déjà participé au gouvernement et les travailleurs s'en souviennent.

Ce sont les socialistes qui, les premiers, ont envoyé les CRS contre les travailleurs en grève en 1947.

N'est-ce pas Thorez et ses ministres communistes qui, entre 1945 et 1947, ont appelé les travailleurs à retrousser leurs manches pour relever l'économie capitaliste.

Ca me fait penser à un vieux mihour qui disait : « Les manches, on se les

qui nous a trompés pendant cinq ans en nous disant que le PS avait changé et qu'il fallait le soutenir.

Non, nous ne pouvons faire confiance à cette gauche, ni à Mitterrand qui veut loyalement gérer la crise, ni à Marchais qui veut se servir de nos luttes et de nos voix pour imposer son capitalisme bureaucratique d'État.

Les nationalisations n'aboutiraient qu'à une concentration plus poussée du capitalisme.

Et la fusion entre le parti de Marchais et l'État amènerait à un encadrement plus serré des travailleurs plus comme en URSS et dans les pays de l'Est.

Rejoignez les comités locaux de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et votez pour ses candidats.

Comme de nombreux travailleurs aujourd'hui :

Ce que nous voulons :

« Encore un effort et la gauche va gagner et toutes vos revendications seront satisfaites ». Mais aujourd'hui, l'Union de la gauche est cassée. Marchais et Mitterrand ne cessent de se quereller.

Sur nos revendications ? Non, ils se disputent les portefeuilles ministériels.

Et l'intérêt des travailleurs dans tout cela ?

Bien sûr, certains d'entre vous croient que, malgré tout certaines revendications au moins seraient satisfaites ?

Le PS et le PCF ont déjà participé au gouvernement et les travailleurs s'en souviennent.

Ce sont les socialistes qui, les premiers, ont envoyé les CRS contre les travailleurs en grève en 1947.

N'est-ce pas Thorez et ses ministres communistes qui, entre 1945 et 1947, ont appelé les travailleurs à retrousser leurs manches pour relever l'économie capitaliste.

Ca me fait penser à un vieux mihour qui disait : « Les manches, on se les

qui nous a trompés pendant cinq ans en nous disant que le PS avait changé et qu'il fallait le soutenir.

● Bayonne au pays Basque

Dans les villes et les villages

Le comité de Bayonne a d'ores et déjà développé une large activité dont voici un aperçu :

— Diffusion à 11 000 exemplaires d'un tract intitulé : « Au-delà des apparences, les dures réalités » (voir les extraits ci-contre).

— Un tract sur Mitterrand et son lourd passé au service du capitalisme (ainsi que sur Delors, venu faire campagne à Bayonne). Ce tract a été distribué au meeting du PS où Mitterrand est venu, à 1 000 exemplaires.

— Deux affiches (une grande et une petite) collées respectivement à 1 000 et 2 500 exemplaires.

Le comité a commencé un cycle d'une quinzaine de réunions publiques dans les villes et villages.

Il a été invité à deux reprises dans un lycée et à une soirée dans une MJC.

Il bénéficie d'une tribune libre de soixante-dix lignes une fois par semaine sur quatre semaines, dans la feuille régionale du journal « Le Sud-Ouest ».

Le comité, qui a mis en place des commissions, a tiré un autocollant UOPDP à 2 000 exemplaires et il a réalisé un film en 30 mn « Notre ré-

gion aujourd'hui ». Ce film traite de la situation dans le bâtiment, de la soi-disant vocation touristique du pays basque, comporte des interventions d'ouvriers des fonderies, de pêcheurs, d'une chômeuse. Voilà sans aucun doute une arme excellente !
Extraits du tract :

(...) A St-Jean-de-Luz, la pêche est pratiquement en voie de disparition. Le pêcheur ouvrier et artisan luzien a des difficultés à rester dans la course. Rares sont ceux qui ont amorti leur bateau, quand on sait qu'un filet est passé de 4 à 14 millions d'anciens francs, alors que le prix du poisson n'a pas bougé depuis vingt ans. Les pêcheurs pour s'en sortir sont souvent obligés de travailler à terre durant l'hiver. Aussi leur nombre a-t-il considérablement diminué (de 1 100, il y a quelques années, ils ne sont plus que 400). La recherche de la productivité et du profit maximum a conduit à l'utilisation de méthodes telles que le filet pélagique qui a fait grand tort aux pêcheurs. Avec le filet pélagique, c'est la destruction de la faune et des espèces. Résultat : la baisse du prix de vente au quai au détriment du pêcheur

luzien qui ne peut pas s'aligner.

Dans le bâtiment, depuis la fin de Margeridon, les entreprises locales ne peuvent résister : 350 licenciements chez Daguerre, Dardendaritz, Delcampo, etc. Les grandes embauchent et licencient au rythme des chantiers (...).

(...) L'avenir est incertain dans la chimie à Sodeacour et à Satec. Mais c'est surtout l'emploi de la métallurgie qui offre le plus d'inquiétude. Là, le capital monopoliste assoiffé de profits, recherche la hausse de la productivité, automatise et donc n'embauche plus et même licencie. La restructuration s'accompagne de pré-retraites qui sont des licenciements déguisés, du blocage de l'embauche mais aussi de la prolifération de l'intérim et des contrats temporaires, des boîtes pirates qui ferment une fois les bénéfices faits (Sudercoc).

Ces dernières années, on a découvert une soi-disant

vocation naturelle du pays basque au tourisme. L'État par l'intermédiaire de la MIACA, investit des milliards et les dessous de table ne sont pas très jolis. Dans les eaux du port de Saint-Jean-de-Luz dansent les bateaux de plaisance tandis que crèvent les pêcheurs. L'État et les capitalistes ont mis notre pays à sac, l'ont livré aux spéculateurs fonciers et aux marchands de tourisme. Ils ont défiguré et abîmé notre belle culture populaire. Et où sont passés les 20 à 30 milliards de profits réalisés annuellement par le tourisme dans le pays basque ? Certainement pas dans la poche des saisonniers qui travaillent 15 h par jour pour des miettes (...)

● Reims

«Le capitalisme, c'est le chômage»

Une réunion du comité local a regroupé vingt-cinq personnes approuvant la ligne anticapitaliste et antirévolutionniste de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Des ouvriers de Schlumberger présents ont fait une analyse très claire du chômage partiel qui les touche : un fléau du système capitaliste.

Et un travailleur de Marelli, actuellement licencié ajoutait que « Marchais et Mitterrand, c'est encore le capitalisme, donc aussi le chômage ».

A propos de la lutte contre les licenciements à Marelli, il fut question de

l'attitude de la municipalité de gauche de Witry-Reims où se trouve l'usine, bien plus intéressée par la patente que par l'emploi des travailleurs : pourvu que l'usine tourne, même avec 50 personnes au lieu de 360.

Il fut aussi question des embauches par contrat de trois mois qui se généralisent, à l'hôpital par exemple, des exclusions ou suspensions de mandats à la CFDT, etc.

Des interventions par tract sont prévues sur les différentes usines représentées à cette réunion.

La prochaine réunion sera une réunion publique pour élargir le comité et son audience.

● Paris . Rennes . Lille

Succès des meetings UOPDP du 26 février.



1 500 personnes à Paris, un millier à Rennes, environ 300 à Lille. A la tribune, des travailleurs exprimant leur lutte, leur volonté d'en finir avec le capitalisme, leur enthousiasme, leur détermination, leur confiance aussi pour le combat.

Troupes de théâtre, chorales populaires et révolutionnaires, montages diapos. Discussions animées autour des nombreux stands de comités locaux. Trois rassemblements larges et combatifs au riche contenu de classe...

LYON

Samedi 4 mars - 15 h
Palais des Congrès

— Interventions des comités de la région lyonnaise
— Présentation des candidats UOPDP de la région Rhône-Alpes

Intervention centrale de Joël PERRET, ouvrier membre du Comité d'initiative national candidat contre Marchais

MARSEILLE

Vendredi 3 mars - 20 h 30
Salle St-Georges - 97, avenue de la Corse - 7e
sous la présidence de Richard AGUADO, ouvrier candidat dans la 10e circonscription des Bouches-du-Rhône
intervention centrale de Jacques JURQUET
membre du Comité d'initiative national



La chorale de l'UGET venue apporter, à Paris, les chants révolutionnaires et patriotiques du peuple tunisien au moment où les forces réactionnaires tunisiennes ont mené un coup de force sanglant contre le peuple tunisien et son syndicat l'UGTT, dans l'espoir de briser les luttes en plein essor pour l'indépendance nationale effective et la démocratie. C'était aussi apporter un magnifique soutien à notre propre bataille.

C'était en même temps un moyen de faire entendre la voix du peuple tunisien qu'aucune répression ne saurait abattre.

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge publient, simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

● St Briec A la porte des usines

Le comité de Saint-Briec s'est constitué le 2 février avec une vingtaine de personnes. Il a discuté des bases politiques présentées dans l'appel du Comité d'initiative nationale et s'est organisé (secrétariat de trois personnes...). Après une conférence de presse, on a d'abord diffusé largement l'appel sur la ville, les principales usines (Chaffoteaux, Sambre-et-Meuse, Joint Français).

Aux deux assemblées générales qui ont suivi, le comité a décidé la diffusion d'un tract à l'occasion de la venue de Marchais et a fait le bilan des réactions à la candidature parmi les travailleurs (notre candidat est le seul ouvrier parmi tous ceux de la circonscription).

Quatre équipes se répartissant la ville de Saint-Briec ont été constituées. Elles se réunissent pour préparer des interventions

sur les quartiers, les usines, dans les réunions des autres candidats.

Nous avons décidé de préparer une plate-forme revendicative ; cela apparaît nécessaire face aux questions que posent les travailleurs.

Nous avons aussi mobilisé pour le meeting régional de Rennes.

Par ailleurs, le comité de Saint-Briec nous écrit, à propos des quatre pages hebdomadaires dans l'Humanité rouge et le Quotidien du peuple :

— Il faudrait donner une part à l'actualité politique (déclarations des divers politiciens bourgeois par exemple).

— Les articles ne doivent pas être trop longs (comptentenu du peu de place).

— Il serait bien de faire apparaître aussi quelles revendications des travailleurs nous proposons et défendons.

Ouvriers, paysans, travailleurs, les candidats de l'UOPDP défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les !
Le soutien financier est aussi un soutien politique.

Envois à Jean-Louis RABOUTET
N° 42 121 U
Agence G.N. 874 du Crédit Lyonnais
Centre Commercial du «Luth»
92 230 Gennevilliers

LA CFP
EN ALGÉRIE

La Compagnie française des pétroles a obtenu deux permis de recherche du gouvernement algérien pour une surface totale de 13 000 km².

COLOMBIE :
BUREAU DE VOTE VIDE

Les résultats des élections législatives en Colombie sont remarquables : 80 % d'absentions.

MENGISTU AVOUE

«Les Cubains, qui ont pour réputation de verser leur sang partout et à tout moment pour de justes combats, sont au coude à coude avec l'armée éthiopienne sur le front». Cette déclaration du fasciste Mengistu, chef de l'État éthiopien, peut être considérée comme la première reconnaissance officielle de la présence des mercenaires de Brejnev sur le terrain. Cette déclaration a été faite jeudi, lors d'une manifestation à Addis-Abeba.

Sahara :
émeutes anti-marocaines
à Dakhla

«Dans la première semaine de février, de violents incidents ont eu lieu entre Mauritaniens et Marocains à Dakhla» écrit dans un communiqué le ministre de la Défense de la RASD. Selon ce communiqué, des manifestants mauritaniens, parmi les civils installés à Dakhla depuis l'occupation, se sont attaqués aux commerces marocains, révoltés par les vols et les viols répétés des troupes marocaines. L'armée marocaine a tiré sur les manifestants faisant quatre morts et plusieurs blessés. Les quelques soldats mauritaniens en garnison dans cette ville en principe attribuée à la Mauritanie par le plan de partage du Sahara, ont pris partie pour les manifestants portant à un haut niveau la tension entre les deux armées d'occupation.

GENÈVE :
REINE JAPONAISE

C'est la nouvelle Toyota qui a été consacrée reine du salon international automobile de Genève. Double symbole, de la pénétration japonaise sur le marché automobile européen d'une part et de l'intérêt, de l'avidité commerciale des Japonais.

SYRIE

Selon le quotidien syrien Techrine, les dirigeants syriens ont refusé de recevoir Atherton, le secrétaire d'État adjoint américain.

SPRINGER
PARALYSÉ

Typographes et journalistes de l'empire de presse du Hersant allemand, Springer, devaient faire grève à partir de vendredi. Ils voulaient ainsi protester contre le lock out dont ont été victimes le personnel de certaines publications du groupe. Par solidarité le Frankfurter Allgemeine Zeitung devait également suspendre sa parution le même jour.

A la veille de la conférence de la CNUCED

QUELQUES PRISES
DE POSITION

L'annulation ou le réaménagement de la dette extérieure des pays du Tiers-Monde les plus pauvres, les plus durement frappés par la crise ou dépourvus de littoral est une revendication importante des «77» qui doit en principe être discutée au niveau ministériel à la conférence de la CNUCED consacrée à cette question, à partir du 6 mars. En effet, cet endettement qui était de 174 milliards de dollars en 1976 a atteint 214 milliards de dollars en 1977. Il sera de l'ordre de 250 milliards cette année.

On se rappelle que le Canada, la Suède, la Hollande et la Suisse avaient décidé d'éponger la dette extérieure des pays les plus démunis et avaient appelé les autres pays à les imiter. Cette décision est bien plus un geste politique en faveur du Tiers-Monde qu'un réel soulagement car son coût ne représente que 40 millions

de dollars pour la Suède, et 35 millions de dollars pour le Canada.

On se rappelle également que les USA étaient extrêmement hostiles envers cette mesure. Or, la déclaration de Richard Cooper, sous-secrétaire d'État américain, si elle était confirmée par Carter, représentait une nouvelle orientation des USA. En effet, Cooper a déclaré devant une commission sénatoriale qu'il pouvait «imaginer que les pays industrialisés dont les États-Unis, feraient grâce, dans certaines circonstances, d'une partie des dettes dues par les plus pauvres des pays en voie de développement».

Faisant écho à cette déclaration, il a été précisé à Londres, le 27 février, que la question était à l'étude.

Mais, tout cela est encore bien loin du geste de bonne volonté politique accompli par la Suède, les Pays-Bas, le Canada et la

Suisse, car on s'empresse d'ajouter que cette annulation ne saurait s'appliquer qu'aux pays les plus pauvres et sur le seul endettement contracté au titre de l'aide publique.

Mais fait-on remarquer à Londres cette annulation des dettes de certains pays du Tiers-Monde se traduirait par une réduction de l'aide publique au développement que les pays impérialistes sont censés accorder aux pays du Tiers-Monde au terme de résolutions répétées de l'ONU. Elle doit en principe s'élever à 0,7 % du PNB, mais non seulement elle est loin d'atteindre ce niveau aujourd'hui, mais en plus, l'Angleterre et les USA semblent vouloir la réduire encore sous prétexte d'annuler les dettes des pays les plus pauvres. Ce qui reviendrait à faire payer les dettes de certains pays du Tiers-Monde par le Tiers-Monde lui-même.

Sonia SASSOUN

Révolution et production dans la petite brigade de Tatchai (2)

L'expérience révolutionnaire de la brigade de production de Tatchai a acquis valeur d'exemple en République populaire de Chine. Considérant Tatchai comme une source d'inspiration pour développer le socialisme à la campagne, le parti communiste chinois appelle les 700 millions de paysans de Chine à mener à bien une expérience de même type. En quoi la lutte des paysans de Tatchai a un caractère exemplaire pour la Révolution Socialiste en Chine, c'est ce que nous expliquons notre correspondant qui a séjourné dans la brigade de Tatchai. Il relate ici les propos que lui a tenus le vice-président de la brigade sur les luttes menées depuis plus de 25 ans en son sein, pour faire avancer l'édification du socialisme.

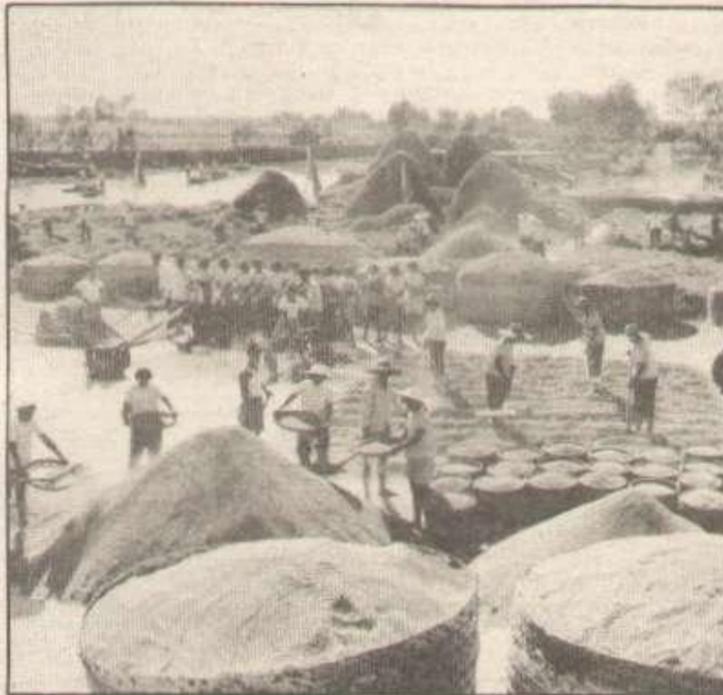
«LE SOCIALISME SE CONSTRUIT DANS LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME ET LE RÉVISIONISME»

Le vice-président Kia, a tout d'abord abordé les débuts de la collectivisation, montrant dans quel passé de luttes s'enracine l'expérience actuelle. Au cours de la guerre anti-japonaise, Mao avait lancé l'appel aux paysans pauvres et moyens pauvres : «Organisez-vous». «Le seul moyen d'en finir avec l'état de pauvreté permanente c'est de pratiquer la collectivisation progressive». La réforme agraire, alors réalisée dans les zones déjà libérées, avait détruit les rapports de production féodaux et avait permis un certain développement des forces productives. Pouvait-on aller plus loin, et s'engager dans la voie de la coopération agricole ? Que pouvait signifier la coopération de paysans pauvres qui disposaient en tout et pour

tout à Tatchai de quelques instruments aratoires rudimentaires, d'un âne et... de leurs bras. Au sein des campagnes et au sein même du parti, une autre voie justement se faisait jour : ne fallait-il pas attendre un certain essor de l'industrie qui autorise une mécanisation de l'agriculture avant de s'engager dans la voie de la collectivisation agricole ? Ce qui revenait à préconiser un développement prolongé de type capitaliste dans les campagnes. C'est dans ce débat que s'engagent les paysans de Tatchai. Derrière ces 2 options, ils ne discernent pas seulement 2 solutions techniques, mais 2 lignes qui s'affrontaient, irrémédiablement opposées. La réforme agraire (le partage des terres des propriétaires fonciers) avait fait apparaître une polarisation sociale vers le haut (paysans riches) et vers le bas (paysans pauvres et moyens). Si l'on attendait l'essor de l'industrie pour mécaniser l'agriculture, n'était-ce pas laisser se développer le capitalisme dans les régions rurales et renforcer cette polarisation. Après discussion la cellule se décida pour la coopération et mobilisa les paysans pauvres et moyens pauvres sur cette voie. Et c'est ainsi qu'un groupe d'entraide fut créé, première phase de la collectivisation. Puis à chaque nouvelle étape, que ce soit pour passer au stade des coopératives ou même des communes populaires, la lutte présente la même acuité.

Autre exemple : en 1970, alors que plusieurs plans d'aménagement avaient été déjà réalisés, la brigade envisagea de nouveaux grands travaux pour parvenir à la mécanisation. C'est alors que certaines idées furent avancées contre cet objectif. Certains disaient : maintenant que nous mangeons à notre faim, à quoi bon continuer à faire de grands travaux qui demandent beau-

Correspondance de Pékin



coup de main-d'œuvre et d'investissements et qui ne rapporteront pas à court terme ? Les choses ne sont-elles pas bien comme elles sont aujourd'hui ? D'autres disaient encore qu'il n'était pas possible de faire plus, dans les conditions de Tatchai : «Si grand soit l'arbre, il n'atteindra jamais le ciel». Ces différentes idées ont été confrontées, les paysans apprenant à envisager l'édification socialiste à long terme, à réfléchir aux possibilités illimitées de la production socialiste et de la lutte contre la nature. C'est aux termes de ce débat, que convaincus et conscients, les paysans de Tatchai ont entrepris d'aplanir les collines et de combler les ravins en vue de s'orienter vers la mécanisation. Et quand on voit aujourd'hui le nouveau paysage de Tatchai, ses petites plaines amé-

nagées et ses 9 tracteurs, fruit du travail collectif, on prend la mesure du défi lancé par ces 170 paysans à la nature et la puissance de transformation du socialisme !

POUR QUE LA MÉCANISATION SERVE LE SOCIALISME

La brigade dispose aujourd'hui de 8 tracteurs, 3 mini téléphériques, de 12 machines tractées, 6 machines de battage, 30 moteurs, 6 machines d'irrigation. Il s'agit encore de résultats modestes. Nous avons pu voir, d'ailleurs, une petite équipe de travail labourer avec un mulet. Le sillon tracé, une jeune femme posait les graines qu'elle recouvrait d'une poignée d'engrais. C'est dire que la mécanisation est loin d'être réalisée. Pourtant

grâce au parc mécanique de la brigade, acheté exclusivement avec les fonds accumulés collectivement, 80 % des terres sont labourées par tracteurs. Le traitement des céréales est mécanisé sur l'aire de battage... Mais comment envisager le développement de la mécanisation dans une région montagneuse comme Tatchai ?

Les paysans se sont efforcés à la fois de transformer les conditions naturelles en fonction des exigences de la mécanisation (agrandissement des parcelles, aménagement de routes...) et en même temps ont amélioré leurs machines en les adaptant aux conditions montagneuses. C'est ainsi, par exemple, qu'en liaison avec des départements de recherche scientifique, ils réussissent finalement à mettre au point des tracteurs à chenille de 10 à 20 CV, peu encombrants, très maniables qui peuvent grimper des pentes de 26°. Mais l'essentiel n'est pas là, disent les paysans de Tatchai. C'est la «révolutionnarisation» qui doit commander la mécanisation. C'est ainsi que lors de l'acquisition de machines de battage, un jeune machiniste estima que sa compétence lui donnait une certaine supériorité sur les autres paysans. En réalité, son travail laissait à désirer et les accrochages avec ses camarades de travail étaient fréquents. La cellule tira la conclusion que si on ne prêtait attention qu'aux machines sans se soucier de ceux qui les font marcher, ces machines ne serviraient pas à grand chose. Et si l'on veut que la mécanisation agricole serve le socialisme, il faut avant tout confier les machines aux paysans d'origine pauvre et moyenne pauvre, les plus attachés à la voie socialiste.

(A suivre)

12 mars : En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

PCF : DE LA DEMAGOGIE RENOVEE AU CAPITALISME D'ETAT

Dans le cadre de la campagne qu'il mène pour se hisser au pouvoir, et selon son interprétation personnelle du Programme commun, le PCF a fait toute une série de promesses sur les mesures sociales qui seraient adoptées, grâce à lui par un gouvernement d'Union de la gauche après mars 78 : hausse des salaires, réduction du temps de travail, résorption du chômage, lutte contre l'inflation, réduction des inégalités, sont les plus saillantes de ces promesses. A maintes reprises, le PCF a affirmé qu'elles seraient tenues malgré la crise du système capitaliste, système auquel on ne touchera pas ; ce qui permettrait de les réaliser, ce serait une « autre politique » mise en œuvre par l'Union de la gauche, grâce notamment au seuil de nationalisations préconisé par le PCF ; cette « autre politique » prônerait le progrès social comme levier du redressement économique.

Le PCF est amené à reprendre à son compte un certain nombre de revendications apparues dans les luttes. Mais, si nécessaires que soient aujourd'hui une revalorisation des salaires ou une hausse des

prestations familiales, force est de constater que les mesures préconisées par les révisionnistes n'ont rien d'exceptionnel : la hausse du SMIC proposée est inférieure à celle obtenue par la lutte en 1968, le PCF lui-même, souligne que l'impôt sur la fortune existe déjà dans d'autres pays de l'Europe capitaliste ! (*France Nouvelle* n° 1666 P.8) Il n'y a donc pas là de véritable innovation.

De plus ces mesures, c'est d'ores et déjà avéré, ne seront jamais appliquées dans leur intégralité, ou vite récupérées par la hausse des prix, l'intensification du travail. C'est ce qui s'est produit après les revendications arrachées en 68 sur la base d'un rapport de forces favorable aux travailleurs. Le PCF, qui prétend accorder un certain nombre d'améliorations, sans briser l'économie de marché, a longtemps fait le silence sur cet aspect des choses. Aujourd'hui, gêné par les nombreuses questions qui lui sont adressées, tant par les travailleurs que par la droite, il avance des explications embarrassées : la satisfaction des revendications serait permise par sa présence au gouvernement et la mise en œuvre des « réformes de structure » (nationalisations,

gestion démocratique) qu'il demande, et qui lui donneraient les moyens d'éviter l'inflation.

Or, tout montre que ce sont en fait ces réformes en elles-mêmes qui intéressent le PCF, et non pas la satisfaction des revendications ! Ainsi, Marchais exhortait Mitterrand depuis des semaines, lui demandant de « faire un pas » pour que puissent reprendre les négociations. Habilement, le premier secrétaire du parti socialiste a choisi la veille de la Conférence nationale du PCF pour céder sur un point important pour les travailleurs, le SMIC à 2.400 F. Cette manœuvre qui visait à mettre les dirigeants du PCF en difficulté, sans toucher aux problèmes de fond qui avaient provoqué la rupture en septembre, s'est heurtée au profond dédain des leaders révisionnistes : Andrieu a qualifié de « bricolage » cette mesure, et Fiterman l'a jugée « sans aucun intérêt ». Cela montre bien que pour les uns et les autres la question n'est pas de satisfaire les besoins des travailleurs !

Non seulement le PCF ne propose rien d'exceptionnel, non seulement il n'appliquera pas intégrale-

ment ce qu'il a promis, mais encore, lorsqu'il reprend à son compte une aspiration mise en avant dans les luttes, c'est pour n'en retenir que le nom, la vider de son contenu, la détourner et lui substituer son projet propre, qui n'a rien à voir avec celui des travailleurs ! Ainsi en va-t-il par exemple de la réduction promise de la hiérarchie des salaires, qui devient, dans la bouche des économistes du PCF, une simple « remise en ordre hiérarchique » ; il y a loin de ce calcul à l'aspiration ouvrière à plus de justice ! Il s'agit bel et bien d'un détournement, par le PCF, du mot d'ordre « réduction de l'éventail des salaires » au profit de son propre projet.

Ce détournement, le PCF l'applique à tous les aspects de la vie. Dans le but de mettre en place son projet de capitalisme d'Etat, il a mis en avant, au cours de la dernière période, toute une série de thèmes nouveaux, qui sont pour le moins surprenants de sa part.

Ainsi, il s'est découvert en quelques mois une vocation de « parti des femmes », d'« écologiste » de

« régionaliste » et d'« autogestionnaire » ! La seule explication par la « démagogie électorale », si elle rend bien compte d'un aspect de la réalité, ne suffit pas à analyser l'ampleur du phénomène. Bien plus, elle amène à sous estimer la capacité de détournement de la démocratie par le PCF et les moyens supplémentaires que ces thèmes lui donnent pour mettre en place le capitalisme d'Etat.

En effet, mouvements des femmes, écologie, revendication régionale (occitane, corse)... désir de l'« autogestion », sont autant de mouvements constitués dont la force s'oppose au capitalisme d'Etat. De par leurs revendications propres, leur désir de rester autonomes, les formes de luttes qu'ils ont adoptées depuis leur formation, tous ces mouvements se sont démarqués du PCF.

Pour les révisionnistes, il faut réduire cette opposition. Mais en feignant de reprendre à leur compte les aspirations dont ces mouvements se font les porteurs, en réalité, ils en commentent ce que ces aspirations ont de spécifique, pour n'en laisser que ce qui est réductible à la ligne du PCF,

voire même en leur substituant bel et bien cette ligne. Ainsi, le refus par les écologistes de l'utilisation du nucléaire devient « aspiration au contrôle démocratique par les masses », le refus de la croissance, « refus du gaspillage », la femme ne souffre plus d'une oppression spécifique, elle est simplement « plus touchée par l'exploitation »... Quant au désir des travailleurs de prendre réellement leurs affaires en mains qui s'exprime au travers du mot « autogestion », il devient, pour le PCF, la même chose que la « gestion démocratique » !

Après avoir opéré cette réduction des différences et rendu ainsi méconnaissables les aspirations des masses en leur substituant sa propre ligne, le PCF a le champ libre : champ libre pour continuer ce dévoiement des idées, les revendications, champ libre également pour multiplier les commissions, conseils, assemblées, colonisés par ses hommes et qui seront autant de marche-pied vers l'encadrement de la population et la mise en place du capitalisme d'Etat.

Hausse des salaires, réduction du temps de travail, revalorisation des prestations sociales, résorption du chômage, lutte contre les inégalités, telles sont les promesses dont le PCF est prodigue : en revanche, les révisionnistes sont beaucoup plus discrets sur le prix qu'ils entendent faire payer aux travailleurs pour la réalisation de ces « mesures sociales ».

● Amélioration du pouvoir d'achat

Le PCF déclare vouloir porter le SMIC à 2.200 F de pouvoir d'achat réel, en prenant pour base le mois d'avril 77, soit après ajustement, environ 2.400 F. Il prétend en outre garantir une hausse du pouvoir d'achat annuelle de 4 %, dégressive, allant dans le sens d'un resserrement de la hiérarchie des salaires en 5 ans ; cette hausse n'affecterait pas les salaires supérieurs à 4 fois le SMIC.

Remarquons d'abord que cette hausse n'a rien de spectaculaire :

c'est inférieur à ce qui avait été arraché en 68 par le mouvement de masse ; la hausse avait été de 43,2 % (de 2.15 F horaire à 3,08 F horaire) alors que celle proposée par le PCF est de 38,4 %.

Devant le rapport de forces établi alors, la bourgeoisie avait été obligée de céder ces avantages ; elle les a rapidement récupérés, une fois le rapport de forces brisé, par la hausse des prix et surtout par l'intensification du travail, qui a pris dans ces années un poids particulier.

Gênés par ces objections, les économistes du PCF déclarent aujourd'hui que leur présence au gouvernement est la garantie que ces avantages ne seront pas récupérés ; ce n'est qu'une promesse ! La seule fois que des révisionnistes ont participé au pouvoir, en 45-47, l'inflation a galopé : du début de l'année 45 au milieu de l'année 47, les salaires ont doublé, mais le pouvoir d'achat, lui, a baissé de 40 % ! (de l'indice 96 à l'indice 58).

● Réduction des inégalités

Pour rendre crédibles les réformes sociales qu'il prétend réaliser, le PCF a lancé une formule : « Faire payer les riches ».

C'est-à-dire, d'une part, lutter contre l'inflation, en instaurant le blocage des prix, ainsi que le contrôle des changes et des opérations monétaires, en instaurant l'échelle mobile des salaires. D'autre part, instaurer un impôt sur la fortune ; réduire l'écart entre les salaires, en le ramenant à un écart de 1 à 5.

L'impôt sur la fortune existe dans certains pays d'Europe. On n'a pas vu jusqu'ici que la condition des ouvriers en soit beaucoup améliorée. Et l'existence de l'échelle mobile n'a pas évité à la classe

ouvrière italienne de subir de façon catastrophique les effets de la crise.

On voit ce que vaut la prétendue volonté du PCF de réduire les inégalités lorsqu'on examine de plus près son projet de réduction de la hiérarchie des salaires. En effet déclare Herzog, actuellement la moyenne des salaires ouvriers est inférieure de 4,5 à celle des salaires de cadres. La « remise en ordre » annoncée ne s'attaquerait donc pas à réduire véritablement l'éventail ainsi calculé, mais à corriger les cas aberrants de cette division notamment en révisant le système des qualifications.

En particulier, le PCF voit dans cette remise en ordre un moyen, non d'é-

tablir plus de justice, mais de « stimuler la production ». « La production moderne », déclare Claude Quin, rédacteur en chef de la revue *Economie et Politique*, « repose sur le travail d'équipe. Si le travail individuel a besoin d'être stimulé et cet aspect ne nous échappe pas, il doit être au sein d'un collectif. Si on est d'accord pour tirer les leçons de cette constatation, il ne faut pas voir la remise en ordre hiérarchique comme un frein mais comme un stimulant ». Autrement dit, la prétendue réduction des écarts n'a d'autre but que de proposer aux travailleurs la perspective de s'élever dans la hiérarchie, et pour cela de produire plus, objectif qui n'a rien à voir avec les luttes des travailleurs.

● Emploi

Le PCF s'est engagé à résorber le chômage en 5 ans, par la création annuelle de 500 000 emplois.

Pour cela, il compte sur la « relance de la consommation populaire » qui devrait résulter de la hausse des salaires et sur une « relance sélective des investissements ».

Or, la relance de la consommation n'est pas génératrice d'emplois ; au contraire, elle conduit à l'intensification des cadences, non à l'embauche. Et, tout de gauche qu'il se prétende, le gouvernement n'a pas les moyens de contraindre les patrons à embaucher.

importations. Cela non plus ne crée pas précisément des emplois !

Les PME occupent une place importante dans les plans du PCF pour résorber le chômage (Programme commun actualisé, P.23). Il y a là une évidente contradiction dans la mesure où elles seront les premières touchées par les « mesures sociales ».

Surtout, le PCF entend lutter « sur le terrain de la concurrence internationale » (Programme commun act. P.74). C'est-à-dire qu'il lui faudra maintenir à tout prix la compétitivité des produits par rapport à ceux des autres pays capitalistes, ce qui signifie réduire leur coût ; la logi-

que de l'économie de marché l'amènera donc nécessairement à « rétablir » le travail, à intensifier les cadences plutôt qu'à créer des emplois ; la seule manière pour éviter cette contrainte serait d'instaurer un régime autarcique, ce à quoi le PCF s'est toujours refusé.

D'ailleurs, tout en prétendant vouloir parvenir au plein emploi, le PCF accepte le principe des restructurations capitalistes, puisqu'il continue d'accepter les licenciements ; et même s'il affirme aujourd'hui qu'il faut que les licenciements soient subordonnés à un reclassement préalable, le programme commun ne comporte là dessus aucun engagement précis.

● De nouveaux thèmes de propagande

● Le « parti des femmes »

Aujourd'hui, le PCF se découvre le « Parti de la libération de la femme » (Marchais à la porte Maillot), le parti où les femmes sont « le plus représentées » où elles ont le plus de postes de responsabilité, celui qui présente la plus grande proportion de candidates, etc. Il va jusqu'à admettre l'« oppression spécifique que vivent les femmes » (*L'Humanité* du 8/9/77) ; il a proposé une loi cadre en vertu de laquelle le crime de viol serait obligatoirement jugé en Assises...

Il s'agit là d'une découverte bien récente. Le PCF s'est

naguère opposé de toutes ses forces à la loi pour l'avortement, ce « vice de riche », à la contraception libre, et a dénoncé à qui voulait l'entendre comme une « illusion petite bourgeoise » l'oppression spécifique qui pèse sur les femmes dans la société. Il s'est affronté violemment aux mouvements de femmes, accusés de diviser la classe ouvrière, et a lancé sur elles le service d'ordre de la CGT.

A-t-il changé aujourd'hui ? Tout en affectant de dénoncer l'« oppression spécifique » due à

un « retard des mentalités », le PCF continue de proposer comme modèle féminin le modèle traditionnel : la femme idéale est celle qui parvient à concilier « son double rôle de femme-mère de famille et de femme travailleuse ». Pas question, donc, de socialiser les tâches ménagères. Marchais propose sa libération par l'achat de plus nombreux appareils ménagers, et l'« Humanité Dimanche » l'incite à se conformer au modèle des petites bourgeoises. Quand la femme prend en main sa lutte, c'est en organisant une collection de

haute couture qui satisfait ses profondes aspirations. (« Quand on pense à tout ce que les femmes se refusent ! »). Sous l'égide de Pastis 51, le PCF organise à la fête de l'« Humanité », en 1976, l'élection de « Miss fête », et Madeleine Vincent ne trouve à répondre aux critiques rien d'autre que : « Peu d'entreprises font de la publicité pour le PCF, il ne fallait donc pas trop contrarier ou indisposer celles qui acceptent d'en faire ».

Autre image de l'émancipation de la femme, vue par le PCF :

l'accès aux responsabilités bourgeoises ! Au rassemblement de la Porte de Pantin, Gisèle Moreau présente avec enthousiasme parmi les candidates parisiennes du PCF, l'« une des rares femmes patron des hôpitaux de Paris ». La promotion sociale est ainsi offerte comme le moyen idéal de conquérir l'égalité avec les hommes, et libérer la femme signifie prendre un certain nombre de mesures financières ou modifier la législation, de telle manière qu'elle puisse accéder au mode de vie et aux valeurs qui régissent la société actuelle.

● Des « communistes à sensibilité écologique »

Là encore, on peut dire qu'il s'agit d'un virage à 180°. Naguère, le PCF n'avait pas assez de mots pour flétrir des « provocateurs » qui manifestaient contre les centrales nucléaires. Aujourd'hui, le ton est tout autre.

« Communisme ? » titre *France Nouvelle* : « Il y a des écologistes à sensibilité communiste ; pourquoi pas des communistes à sensibilité écologique ? »

L'aménagement, l'environnement, la qualité de la vie, étaient jadis qualifiés de « série de thé-

mes à la mode » (*Economie et Politique*, juillet-août 76). Ce sont aujourd'hui des préoccupations sérieuses de gens qui veulent « intervenir sur la gestion des conditions de vie » (*France Nouvelle*).

Mais là encore, l'écologie à la mode du PCF relève plus du détournement que de la prise en compte réelle des aspirations qui se sont manifestées dans les luttes : le PCF opère d'abord une distinction subtile entre ce qui, dans le mouvement écologiste, relève de « la révolte contre cette course folle » à la consommation

et ce qui tient des « exhortations qui utilisent pour susciter des réflexes passésistes, malheureux » (*France Nouvelle*, N° 1666). Il devient ainsi facile de tronquer tout ce qui, dans les aspirations écologistes, gêne l'application de la ligne du PCF, tout ce qui justement est positif dans cette revendication : le refus du bradage des vies humaines, de la destruction des sites, du sacrifice de l'équilibre naturel à la course au profit, devient dans la bouche du PCF « le refus du gaspillage », la lutte contre l'injustice, l'anarchie de la production.

Après avoir opéré une telle réduction des thèmes écologistes, le PCF se trouve en demeure de placer sa propre ligne sur tous les points ; ainsi, selon Denis Duclos, « le refus de certains écologistes de soutenir le combat pour un minimum de nationalisations démocratiques, où pourrait justement s'opérer le débat entre travailleurs et usagers, ne serait ni plus ni moins justifiable qu'une certaine réticence latente à ouvrir la discussion sur les objectifs de la croissance ». Si l'on suit le raisonnement du PCF, on ne peut pas être écologiste et refuser les

nationalisations !

De la même manière, le PCF réduit à des problèmes de « sécurité de l'énergie nucléaire » les dangers que présente l'emploi, aujourd'hui de centrales de ce type ; cette sécurité est pour lui celle des « conditions de vie et de travail », laquelle se trouve réduite un peu plus loin à celle de l'emploi : « Les travailleurs du C.E.A. n'ont ni garantie de statut, ni garantie d'emploi » précise le PCF. Leur donner cette garantie, c'est sa façon de concevoir l'écologie.

● Un parti « régionaliste »

« régions vivantes dans une France libre ».

Il a déposé un projet de loi, « partout création des régions ». Le pouvoir régional serait exercé par une assemblée élue au suffrage universel, à la proportionnelle. Cette assemblée serait doublée d'un « Conseil économique, social et culturel » qu'il devrait consulter obligatoirement avant toute décision. Les préfets seraient supprimés.

Mais pour le PCF en dépit de toutes ces protestations anti-étatiques, cette « régionalisation » correspond en fait à un renforcement de l'appareil d'Etat : « La région est un besoin de l'Etat central », écrit *L'Humanité* du 9/12/77.

Quels seront les pouvoirs de la région ? Uniquement des pouvoirs de gestion, dans les domaines où elle sera concernée.

Toutes les affaires d'ampleur nationale : « Relations économiques, commerce extérieur, défense politique extérieure, relèvement évident du pouvoir central » (Projet de loi). Toute décision ayant des effets pluri-régionaux est considérée comme devant être tranchée au niveau national.

Si les institutions régionales que proposent le PCF ne per-

mettent en aucun cas aux travailleurs de vivre et décider sur place, en revanche, leur composition vise à favoriser la colonisation par l'appareil du Parti, de l'appareil d'Etat : l'extrême complexité du système de représentation aux différents collèges du CESC en interdit l'accès aux travailleurs ; elle favorise en revanche un poids prépondérant de l'appareil syndical dominé par les révisionnistes (cf le *Quotidien du Peuple* du 18/2/78).

Voyage à l'intérieur des sondages (5)

Par Eric BRÉHAT

Les sondages publiés dans la presse ne représentent que la partie visible de l'iceberg des sondages d'opinion, qui eux-mêmes ne représentent qu'un faible pourcentage des enquêtes pratiquées par les instituts. Dans la partie cachée, on trouve des choses connues et des choses moins connues. Parmi les choses connues, les sondages destinés à tester le terrain pour un politicien. Parmi les choses moins connues, des sondages destinés à tester des arguments électoraux, et accessoirement, à rassurer les militants d'un parti, dont le leader actuel clame sur toutes les chaînes «qu'il ne croit pas aux sondages». Il y a aussi des études commandées par des services officiels, et qui précèdent les décisions gouvernementales, autant pour juger de leur opportunité que pour tester la façon de la présenter. Ou encore le flicage pur et simple par sondage... Nous aborderons aujourd'hui les sondages confidentiels qu'affectionnent les partis politiques bourgeois, qui peuvent investir 50 000 francs actuels dans un sondage, et recommencer la semaine suivante...

Comment choisir son étiquette ?

Christian de Battisti avait été élu conseiller général de l'Isère sous l'étiquette UDR. Brouille ou règlement de compte, il en sort en claquant la porte. Mais pour les cantonales de 76, il compte bien se présenter. Quelle étiquette choisir ? Le parti socialiste, qui ne dédaigne pas les transfuges, est prêt à le soutenir. De Battisti commande un sondage à la SOFRES pour prendre sa décision. Au passage, il fait tester le maire de Grenoble, Dubedout, histoire de savoir s'il est payant de se réclamer de son action.

Le prix du sondage, relativement court et limité à un canton doit être de l'ordre de 25 000 f.

Q.13 - Considérez-vous que M. de BATTISTI est dans la Majorité, dans l'Opposition, ou ni d'un côté ni de l'autre ?

	Col. 32
- dans la Majorité	1
- dans l'Opposition	2
- ni d'un côté ni de l'autre	3
- ne sait pas	4

Q.23 - Vous savez que M. de BATTISTI, qui avait été élu Conseiller Général en 1973 sous l'étiquette UDR, se représente aujourd'hui avec le soutien du parti socialiste. A votre avis, M. de BATTISTI a-t-il changé de parti ...

	Col. 42
... plutôt par conviction personnelle	1
ou ... plutôt parce qu'il pensait qu'ainsi il avait plus de chances d'être élu ?	2
- sans opinion	3

Q.24 - Et est-ce que le fait qu'il soit soutenu par un autre parti qu'en 1973 change votre attitude à son égard ...

	Col. 43
... plutôt en bien	1
ou ... plutôt en mal	2
- ne change pas	3
- sans opinion	4

CONFIDENTIEL

Les sondages électoraux (2^e partie)

De la dictature du prolétariat... aux handicapés

Autre sondage confidentiel réalisé par la SOFRES en janvier 76. Le client n'est pas connu, mais les questions permettent de faire quelques hypothèses. Marchais vient d'annoncer l'abandon de la dictature du prolétariat et le PC sort d'une polémique avec le PS. Il s'agit de tester l'impact de ces deux faits sur l'image du PC, la solidité de l'Union de la gauche, et la réaction à l'idée de ministres PCF. Au passage un sondage d'intentions de vote très détaillé, puis un long questionnaire sur les handicapés («Fait-on assez, juste ce qu'il faut, pas assez pour les handicapés»...).

Le sondage semble avoir été commandé par la majorité, ou par le gouvernement, pour tester la meilleure façon d'utiliser la polémique de la gauche, les arguments à utiliser par rapport à l'abandon de la dictature du prolétariat et l'opportunité de l'annonce de mesures pour les

handicapés. Une autre série de questions porte à le croire : «Certaines personnes disent que les Français vivent trop bien, consomment trop et sont des gaspilleurs. D'autres disent au contraire que le niveau de vie est trop bas». Il faut choisir entre ces deux attitudes, ou se trouver «correctement satisfaits». La question suivante cherche directement à tester les postes d'achat où les sondés pensent pouvoir rogner. Intéressant, avant d'annoncer des hausses de prix.

A noter que, bien que comportant des questions très politiques, le questionnaire comporte une partie de renseignements signalétiques dont le nom, l'adresse et le numéro de téléphone. Cette préoccupation est prise pour le contrôle des enquêteurs. Elle n'en est pas moins inquiétante.

Un sondage crapuleux

En 72, en prévision des élections législatives, l'UDR commande un sondage de 73 questions à l'IFOP. Il s'agit officiellement de tester des arguments électoraux.

A propos de la majorité, on trouve : «Le Programme commun c'est toujours la démagogie» (il est signé depuis un mois...), «Ceux qui disent qu'il faut tout faire pour battre l'UDR sont des aventuriers» (vise Servan Schreiber), «Voter pour la majorité, c'est voter pour l'indépendance nationale», «Il faut sortir les sortants», «S'il y avait un gouvernement socialiste-communiste ça irait plutôt plus mal pour le niveau de vie de gens comme vous. Le parti communiste sera toujours plus fort que le parti socialiste et mènera toujours le jeu»...

Toutes les questions sont défavorables à l'Union de la gauche. Une personne décidée à voter pour elle devrait répondre non aux 73 questions...

Les arguments électoraux sont testés, et au besoin, telle ou telle partie du sondage, isolée de l'ensemble sera publiée (ce ne sera pas le cas, en raison d'une «indiscrétion» répercutée par *Politique Hebdo*).

D'autres parties, pour justifier telle ou telle décision, seront communiquées aux cadres du mouvement. Et il y a des questions qu'on n'évoquera pas en public : «La majorité n'a pas besoin des centristes, ils ne savent jamais quelle politique faire», puis, «en fait, c'est un homme comme Servan-Schreiber qu'il faut à la majorité». On ne s'était pas encore décidé, à l'UDR, vis-à-vis des centristes...

P.2 - Plus précisément, voudriez-vous ne dire quelle est votre situation et celle de votre foyer ou ce qui concerne ...

TEMARE LISTE REPONSE

	Pour savoir où aller de nous-même de certaines choses font nous autres avoir	Les besoins sont dans l'ensemble correctement satisfaits	Pour nous faire sans entraîner à acheter et à consommer trop de choses dont nous aurions très facilement pour nous	Sans opinion
... L'alimentation	01	02	03	04
... L'habillement	05	06	07	08
... Le logement et l'équipement	09	10	11	12
... L'équipement de transports (voitures, motos, vélomoteurs...)	13	14	15	16
... Les vêtements et les vacances	17	18	19	20
... Les loisirs et les spectacles	21	22	23	24

Un peu d'histoire

En 1936, un certain Harris Gallup a l'idée astucieuse d'utiliser les applications statistiques de la théorie des probabilités pour une enquête par sondage, juste avant les élections présidentielles. Alors que les analystes donnent Roosevelt perdant, Gallup «prédit» le contraire. Ce qui fut le cas. Une industrie florissante était née. En bon industriel, et comprenant bien les intérêts américains, Gallup cherche à s'étendre à l'étranger. Et c'est en 1938 qu'il crée sa filiale française, l'Institut Français d'opinion publique, avec pour relais Jean Stoetzel, qui en détient toujours une part de capital. Ses activités cessent pendant la guerre, bien que Stoetzel affirme avoir fait des tentatives «clandestines», sous l'occupation... A la libération, l'activité redémarre, mais les sondages d'opinion restent plutôt un objet de curiosité. Il faut attendre 1965 pour qu'ils fassent à nouveau parler d'eux : alors que beaucoup s'attendaient à voir De Gaulle élu au premier tour, l'IFOP indique une probabilité importante de ballottage ! C'est effectivement ce qui se passe. Les premières opérations

estimations, annonçant des fourchettes dès la fermeture des bureaux de vote font sensation, la réputation de l'IFOP est faite. C'est dans le secteur de l'étude de marché que cette «crédibilité» est rentabilisée. Les grosses entreprises préparent le lancement de nouveaux produits par de multiples enquêtes. Le sondage d'opinion reste cependant limité au domaine électoral, ce qui est explicable : sa fonction principale, donner l'illusion d'une approbation populaire aux projets de la bourgeoisie, ne trouve pas encore l'occasion de s'exercer, en raison de l'apparente force du projet gaulliste. Dans le domaine électoral, par contre, il est fortement prisé, et tous les partis l'utilisent, y compris le PCF, pourtant officiellement hostile aux sondages. Les Renseignements Généraux, qui maîtrisent mal cette technique, se font leurs entrées dans les instituts.

1968 marque le départ de la grande utilisation du sondage d'opinion. C'est à cette époque que naissent ou prennent de l'ampleur les concurrents de l'IFOP : la SOFRES, créée en 62,

n'était à l'origine qu'un département d'étude de la SEMA (filiale de la Banque de Paris et des Pays Bas). Publimétrie est fondée en 68, la COFREMA, se constitue en 70 en société anonyme. Les petits instituts fleurissent, cherchant des créneaux dans le marché. Récemment la SOFRES fonde une filiale avec participation américaine, Louis Harris France, et la COFREMA spécialise une équipe dans le sondage d'opinion : Démoscopie.

L'utilisation manipulatrice des sondages reste assez grossière. Pour appuyer le vote de la loi anti-casseur, l'UDR fait procéder à des sondages à chaud, après des manifestations. Buffet et Bontemps voient leur grâce refusée après un sondage IFOP favorable à la peine de mort...

Il faut attendre 1974 pour que les sondages deviennent un outil quotidien pour les hommes du pouvoir et leur presse.

Le sondage, après avoir conquis le domaine du marketing devient aussi une véritable institution, partie intégrante des moyens de gouverner.

Combien coûte un sondage ?

Les moins chers sont les sondages dits «omnibus». Ils consistent à confectionner un questionnaire avec plusieurs commandes. La personne sondée est ainsi successivement interrogée sur la lessive X, la voiture Z, les conditions de crédit, la cote de l'homme politique machin, la couleur du papier hygiénique... et cela peut durer trois quarts d'heure ! Beaucoup d'instituts pratiquent ce genre de sondages chaque semaine, ou chaque quinzaine. Tous les lundis, l'omnibus part, plus ou moins chargé de questions hétéroclites... Le prix se calcule à la question, et il faut compter 2 500 F pour un échantillon national de 1 000 personnes, 4 500 pour un échantillon de 2 000.

• Un sondage dans une circonscription permettant de tester les chances d'un candidat ne peut pas entrer dans le cadre d'un omnibus. Il demande une étude spéciale de la population concernée. Il revient de 30 000 à 40 000 F.

• Un sondage national avec plusieurs batteries de questions, permettant de tester des arguments électoraux, de mesurer l'impact de certains leaders sera de l'ordre de 50 000 F.

• Le prix peut varier de façon importante, en fonction du traitement des résultats. Les chiffres donnés précédemment concernent des sondages avec données des résultats bruts, ventilés selon certaines typologies (âge, catégorie socio-professionnelle...). Une étude plus approfondie procédera à des croisements (parmi ceux qui ont répondu non à telles questions, combien ont répondu oui à telle autre). Selon l'ampleur de ces croisements, le prix peut varier du simple au double, et dépasser allégrement les 100 000 F.

Demain : le gouvernement par sondage

Comment a été testée l'extradition de Croissant ?